

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC **BILAN 2017**

 Centre sur la productivité
et la prospérité
Fondation Walter-J.-Somers
HEC MONTRÉAL



Février 2018

Auteurs

Jonathan Deslauriers

Robert Gagné

Jonathan Paré

Mise en page

Jérôme Boivin

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC BILAN 2017

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principal sujet d'étude le Québec. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats de ses travaux par des activités de transfert et d'éducation.

À propos de la Fondation Walter J. Somers

En hommage au fondateur de l'entreprise Walter Technologies pour surfaces, la famille Somers a mis sur pied la Fondation Walter J. Somers. À travers différents dons, la Fondation perpétue l'héritage familial d'engagement envers la communauté et contribue à la prospérité de la société québécoise, d'abord en veillant à améliorer sa productivité, mais également en appuyant l'excellence dans l'éducation des jeunes.

Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp ou écrivez-nous, à info.cpp@hec.ca.

Centre sur la productivité et la prospérité –
Fondation Walter J. Somers
HEC Montréal

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7
Téléphone : 514 340-6449

Dépôt légal : premier trimestre 2018

ISBN : 978-2-924208-59-5

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2018

Bibliothèque et Archives Canada, 2018

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des Finances du Québec et de la Fondation Walter J. Somers.

Les textes, opinions, renseignements et informations exprimés dans le document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et non celle du ministère des Finances. L'information présentée dans ce document ne reflète pas nécessairement les opinions du ministère des Finances.

Photo du drapeau : iStock @MarkPiovesan

Illustrations : iStock @antoniokhr

© 2018 Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal



MOT DU DIRECTEUR

Depuis maintenant près de dix ans, le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers (CPP) consacre ses recherches sur la question de la productivité et de la prospérité économique du Québec. Une soixantaine d'études ont ainsi été publiées autour d'un thème central, celui du retard économique cumulé par la province au cours des 35 dernières années.

Pour illustrer l'ampleur de l'enjeu qui sous-tend ce retard, remettons les compteurs à zéro en 1981 en fixant un niveau de vie théorique de 100 \$ par habitant pour toutes les économies avec lesquelles le CPP compare le Québec, et appliquons ensuite les taux de croissance enregistrés de part et d'autre pour évaluer dans quelle mesure le développement relativement lent de l'économie québécoise s'est répercuté sur le niveau de vie de la province. Le constat est alors frappant : après 35 ans, un écart de plus de 20 % séparerait le niveau de vie du Québec de la moyenne des 20 principaux pays de l'OCDE (OCDE20). Autrement dit, l'économie du Québec produirait toute proportion gardée 2 000 \$ de moins pour chaque tranche de 10 000 \$ produite ailleurs à l'OCDE.

Là où le bât blesse, c'est que le Québec cumulait déjà un retard significatif au début des années 80. Les conséquences d'une croissance plus lente qu'ailleurs auront été encore plus importantes. En 2016, un écart de plus de 25 % sépare le Québec de la moyenne OCDE20, pour une différence globale de près de 12 500 \$ par habitant. Cet écart est pratiquement neuf fois plus grand qu'il ne l'était 35 ans plus tôt.

Bien que ces statistiques suffisent à elles seules à dresser un portrait préoccupant de l'état de l'économie québécoise, la situation devient franchement inquiétante lorsqu'on s'intéresse à la nature de ce retard.

Au cours des décennies 80 et 90, l'écart entre le Québec et la moyenne OCDE20 s'est d'abord accentué parce que la province a été plus durement touchée par les deux récessions. Une fois les récessions passées, l'économie québécoise reprenait la cadence des pays qui composent le groupe OCDE20 ce qui permettait au Québec de maintenir un écart relativement constant avec la moyenne.

Depuis le début des années 2000, l'écart s'accroît sans que la conjoncture économique ne soit en cause. De 2000 à 2007, l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec des autres pays s'est accru à un rythme préoccupant et pourtant, aucun choc ne menaçait l'économie de la province. Et bien que la province ait été moins durement touchée par la récession de 2008, l'écart de niveau de vie s'est accru à un rythme alarmant une fois que les effets de la récession se soient dissipés ailleurs dans le monde. C'est donc dire que le retard économique du Québec est avant tout d'origine structurelle, c'est-à-dire que la structure de l'économie du Québec ne lui permet pas de suivre la cadence des autres pays.

Lourd de conséquences, ce changement signifie que l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec d'une vaste majorité de pays occidentaux augmentera inéluctablement si rien n'est fait pour corriger le tir. Fort de ce constat, le CPP aborde cette neuvième édition de Productivité et prospérité au Québec – Bilan en proposant une série de fiches thématiques articulées autour de la question de la prospérité économique du Québec. En un coup d'œil, il vous sera possible de vous familiariser avec les principaux repères économiques et ainsi mieux comprendre les enjeux qui sous-tendent la situation économique du Québec.

Bonne lecture!

Robert Gagné

Directeur du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers



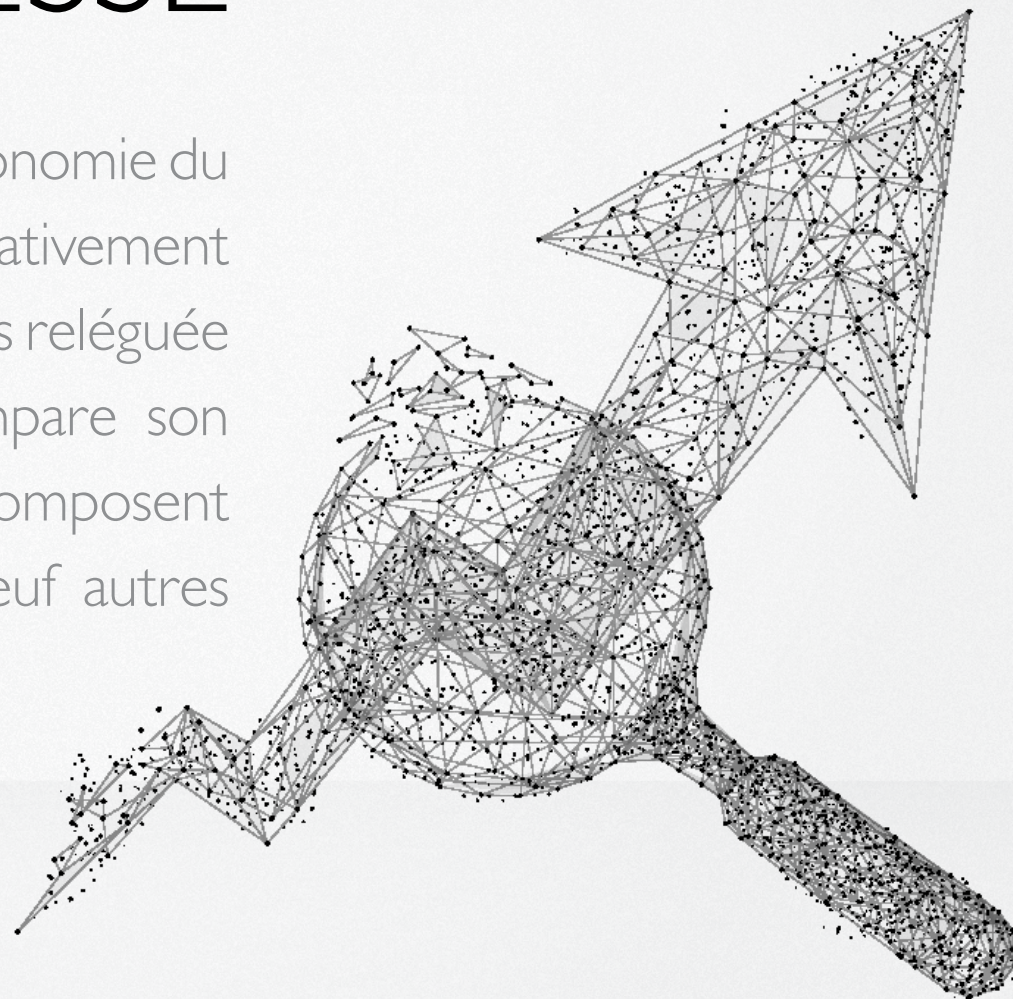
«le retard économique du Québec est avant tout d'origine structurelle, c'est-à-dire que la structure de l'économie du Québec ne lui permet pas de suivre la cadence des autres pays»



Section I

LE QUÉBEC EN PERTE DE VITESSE

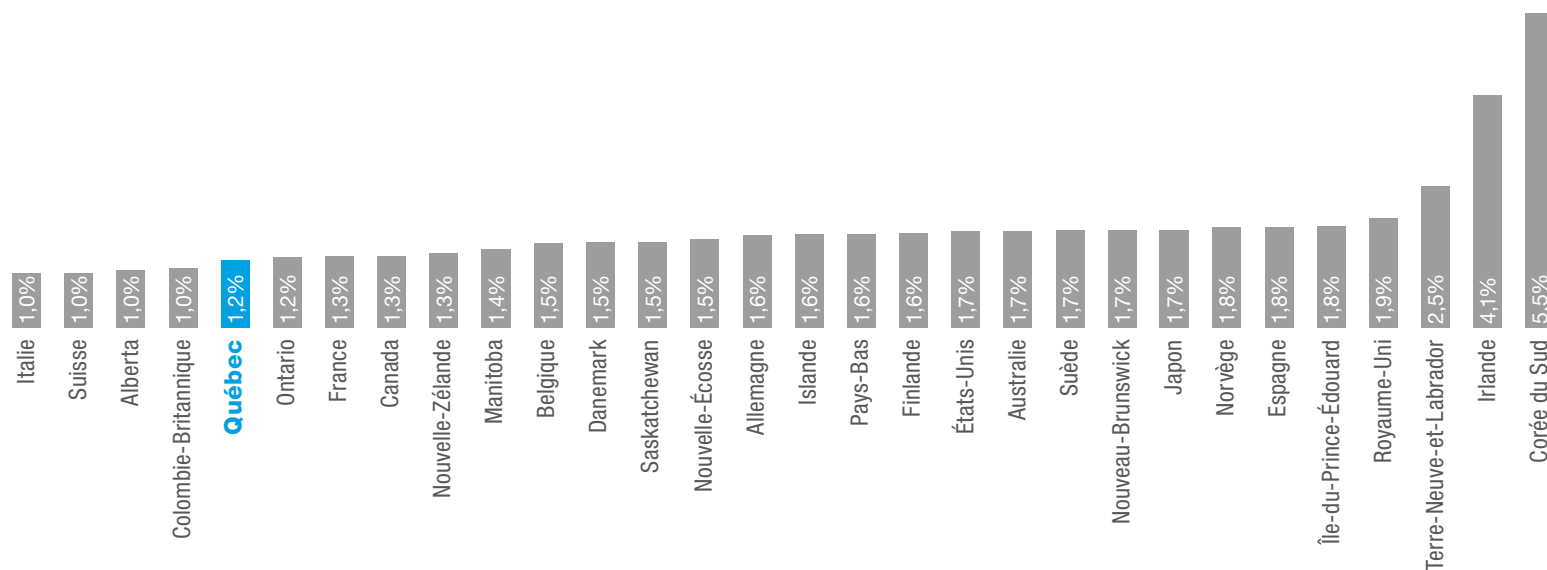
Au cours des 35 dernières années, l'économie du Québec a progressé à un rythme relativement lent. Résultat : la province est désormais reléguée en peloton de queue lorsqu'on compare son niveau de vie à celui des vingt pays qui composent le groupe OCDE20 et à celui des neuf autres provinces canadiennes.



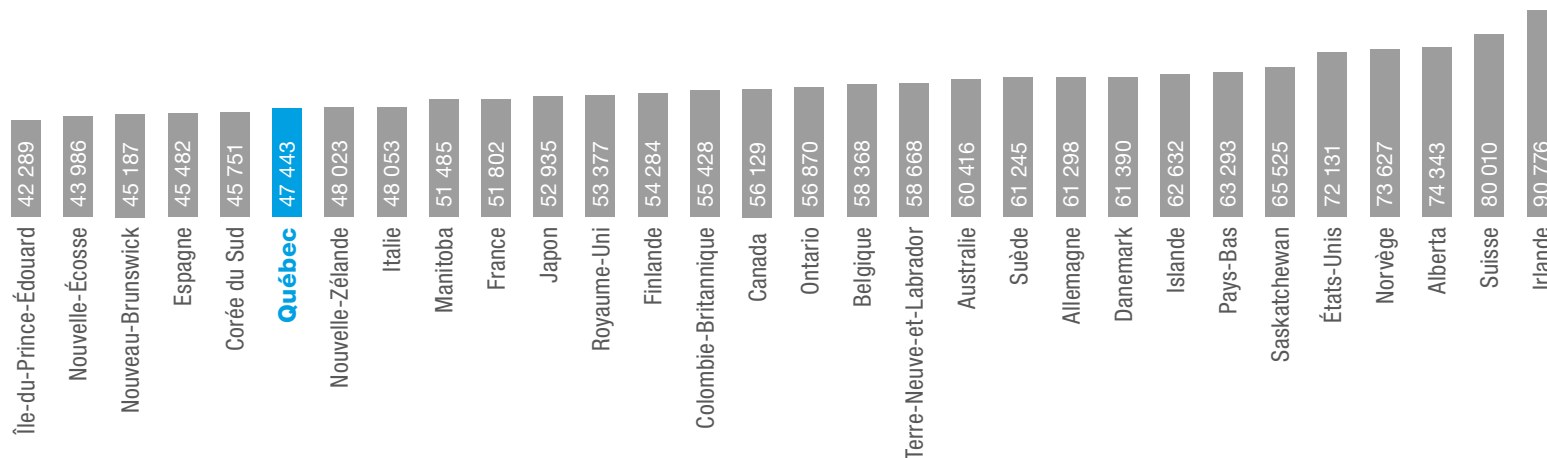
LE QUÉBEC EN PERTE DE VITESSE

Entre 1981 et 2016, le Québec a enregistré l'une des plus faibles croissances au chapitre du niveau de vie (Graphique 1). En fait, seules l'Italie, la Colombie-Britannique, la Suisse et l'Alberta ont enregistré une croissance inférieure à celle observée au Québec. Résultat : la province affiche désormais l'un des plus faibles niveaux de vie parmi les trente économies comparées (Graphique 2). En 2016, seules les provinces maritimes, l'Espagne et la Corée du Sud affichaient un niveau de vie inférieur à celui du Québec.

GRAPHIQUE 1
CROISSANCE ANNUELLE
MOYENNE DU NIVEAU DE
VIE À PARITÉ DES POUVOIR
D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2016
En pourcentage



GRAPHIQUE 2
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D'ACHAT EN 2016
PIB par habitant en dollars canadiens de
2016 à parité des pouvoirs d'achat



À PROPOS DU NIVEAU DE VIE

Si la mesure du niveau de vie est utile lors de comparaisons internationales, on doit être conscient que cette mesure de la prospérité économique n'offre que peu de renseignements sur la qualité de vie ou sur la manière dont la richesse est distribuée dans l'économie. En somme, deux pays ayant des niveaux de vie identiques peuvent en théorie offrir une qualité de vie diamétralement opposée.

Par exemple, un individu pourrait accaparer 99 % de la richesse produite dans l'économie A alors que dans l'économie B, la même richesse pourrait être répartie uniformément entre les citoyens. À terme, ces deux pays afficheraient un niveau de vie similaire, mais offriraient à leurs citoyens une qualité de vie pour le moins différente.

Si de tels écarts ne sont évidemment pas observés parmi les pays avec lesquels le Québec se compare, on doit se rappeler que le niveau de vie tel que mesuré par le PIB par habitant est avant tout un indicateur de la capacité d'une économie à générer de la richesse plutôt qu'un indicateur de la qualité de vie.

LA PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT

Pour être en mesure de comparer le niveau de vie du Québec à celui de certains autres pays, on doit s'assurer de comparer la performance des pays dans une monnaie commune. L'objectif est ici fort simple : savoir que le PIB par habitant de la Suède s'élevait à 443 894 couronnes par habitant en 2016 n'est pas très révélateur lorsqu'on cherche à déterminer si le Québec accuse un retard économique en affichant un niveau de vie de 47 443 \$ par habitant.

Pour convertir les niveaux de vie dans une monnaie commune, on peut utiliser un taux de change du marché, soit le taux à partir duquel une banque convertira les dollars en vue d'un déplacement à l'extérieur du Canada. Si cette approche a l'avantage d'être simple dans son application, elle comporte en revanche des limites importantes. Les taux de change du marché sont notamment sujets à des variations soudaines qui peuvent parfois s'avérer importantes. Dans la mesure où ces variations peuvent n'avoir aucun lien avec les conditions économiques d'un pays, elles pourraient biaiser les comparaisons internationales. Plus important encore, le taux de change du marché ne prend pas en considération le pouvoir d'achat de chaque devise, de sorte qu'on ne considère pas la quantité de biens et services qu'un dollar canadien peut acheter par rapport à une autre devise.

Pour corriger cette importante limite, certains organismes tels que l'OCDE publient des taux de change de parité des pouvoirs d'achat. Ces taux de change tiennent compte des écarts dans le coût de la vie en mesurant le pouvoir d'achat des devises à partir d'un panier de biens normalisé. Les taux de change de parité des pouvoirs d'achat comparent donc la quantité de monnaie nationale nécessaire pour acheter une quantité déterminée de biens et services, quel que soit le pays. Il est ainsi possible d'évaluer les niveaux de vie en évacuant les différences de prix qui séparent les pays.

POURQUOI 20 PAYS?

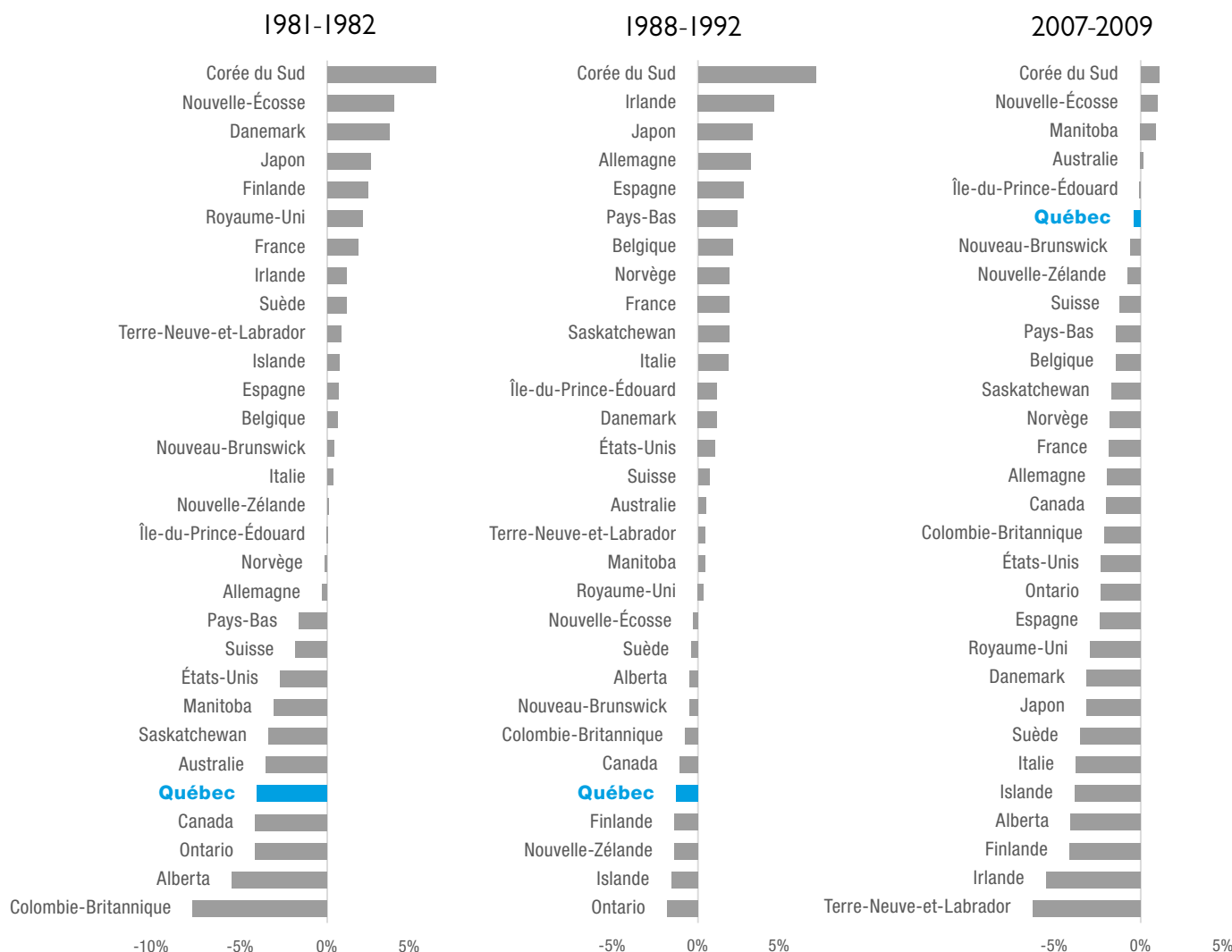
Les pays qui composent le groupe OCDE20 ont été retenus selon l'accessibilité aux données historiques. Sur les 35 pays membres de l'OCDE, 20 pays ont ainsi été retenus pour les fins de l'analyse. La Grèce, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie, l'Estonie, la Lettonie, la République slovaque, la Pologne, la Turquie, le Luxembourg, le Chili, le Mexique et Israël ne font pas partie de ce classement.

UN RETARD EN MUTATION

En scindant la croissance des niveaux de vie par périodes, on peut voir que l'origine du retard économique du Québec a évolué à travers le temps. Au cours des décennies 80 et 90, le retard économique du Québec a d'abord été alimenté par les deux récessions qui ont durement frappé l'économie de la province. Depuis le début des années 2000, ce retard s'accroît de manière quasi-systématique, que l'économie soit en récession ou non.

- Au début des décennies 80 et 90, le Québec et le Canada dans son ensemble ont été durement touchés par deux récessions majeures (Graphique 3). De 1981 à 1982, le niveau de vie du Québec a chuté de 4,26 %, alors qu'au cours des quatre années qui ont marqué la récession du début des années 90, le niveau de vie du Québec a diminué de 1,3 % par année.
- En revanche, le Québec est parvenu à limiter les dégâts en soutenant une croissance enviable de son niveau de vie une fois les récessions terminées (Graphique 4 à la page suivante). De 1982 à 1988, le Québec a maintenu une croissance annuelle moyenne de 2,6 % de son niveau de vie. La province talonnait alors la Suède et le Danemark. Et au cours de la majeure partie des années 90, le Québec a maintenu une croissance annuelle moyenne de 2,9 % de son niveau de vie, une croissance supérieure à la moyenne nationale et à celle observée dans de nombreux pays.

GRAPHIQUE 3
CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS
D'ACHAT EN PÉRIODE DE RÉCESSION
En pourcentage

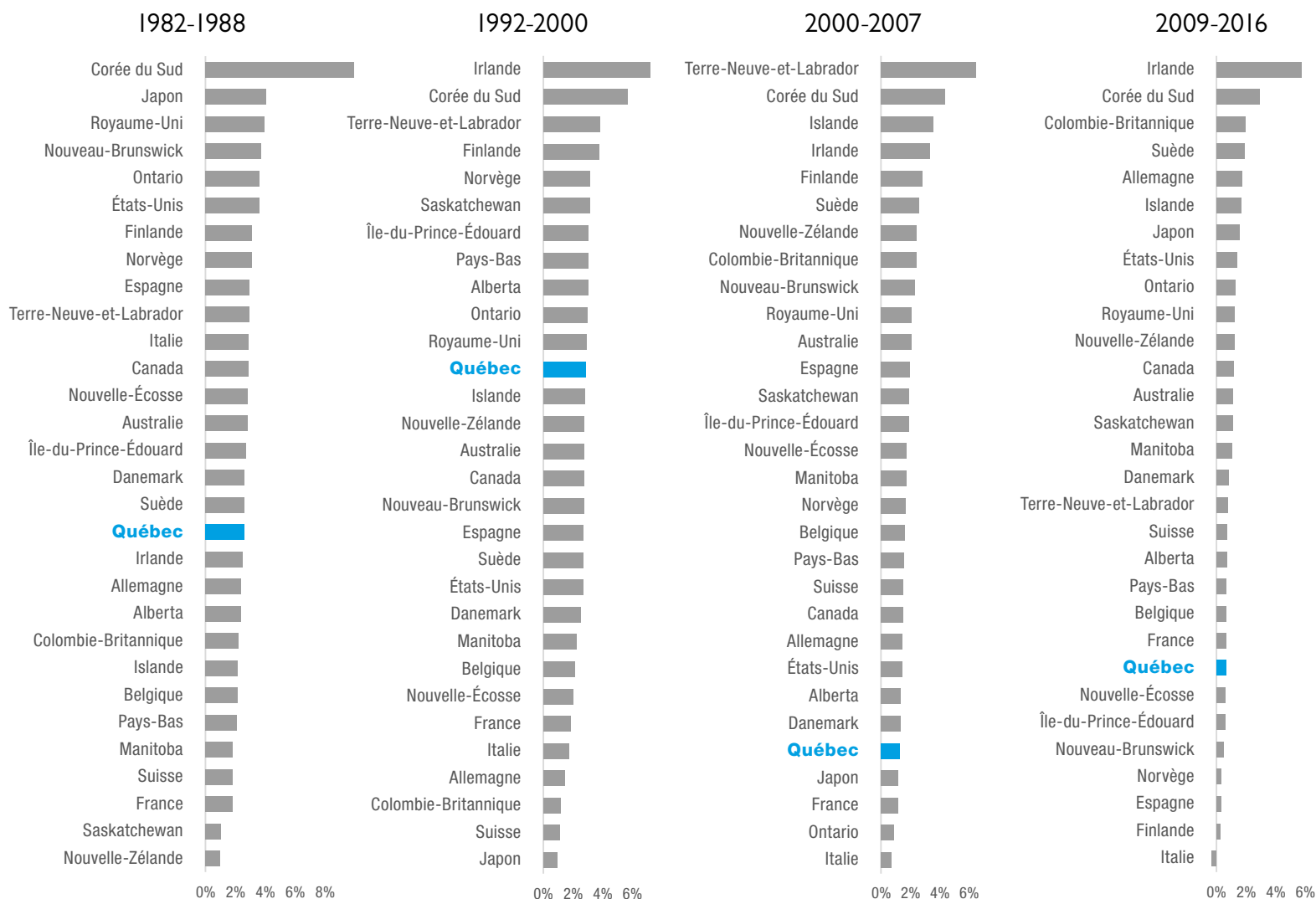


- La tendance s'est inversée au tournant des années 2000. Avec une croissance annuelle moyenne de 1,26 % de son niveau de vie de 2000 à 2007 (Graphique 4), le Québec a enregistré l'une des plus faibles croissances parmi les 30 économies analysées. Pourtant, aucun choc conjoncturel ne menaçait alors l'économie de la province.

- En rupture avec le passé, le Québec a ensuite été épargné par la récession de 2008. Même si l'économie s'est légèrement contractée en 2008 et 2009, le Québec a affiché une croissance économique supérieure à celle d'une large majorité de provinces et de pays.

- Une fois la récession terminée, la croissance du niveau de vie au Québec a été plus lente que dans une vaste majorité de pays et de provinces et ce même si les pays de l'OCDE ont été plus durement touchés et que la reprise a tardé à se matérialiser. Entre 2009 et 2016, seuls quatre pays et les trois provinces maritimes ont enregistré une croissance inférieure à celle observée au Québec.

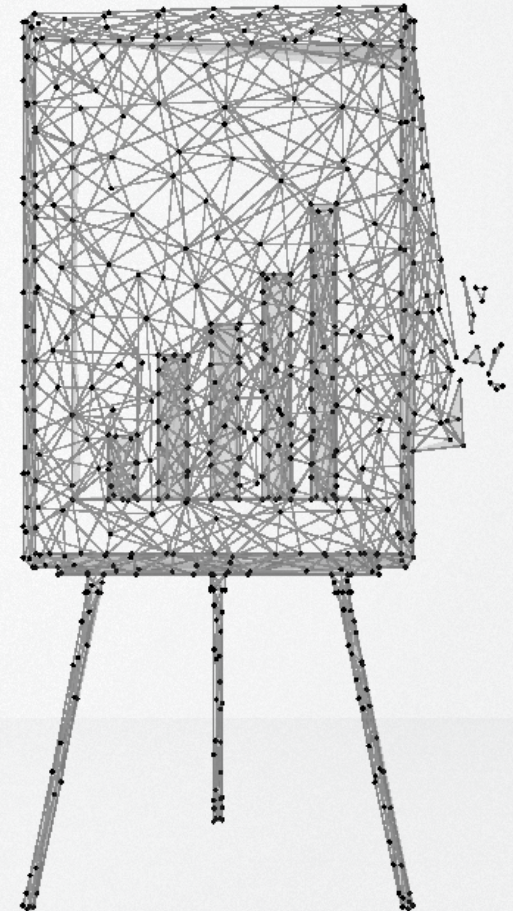
GRAPHIQUE 4
CROISSANCE
ANNUELLE MOYENNE
DU NIVEAU DE VIE À
PARITÉ DES POUVOIRS
D'ACHAT EN PÉRIODE
HORS-RÉCESSION
En pourcentage



Section 2

POURQUOI UN TEL RETARD?

À long terme, la quasi-totalité de la croissance du niveau de vie passe par des gains de productivité. La performance du Québec à ce chapitre ayant été désastreuse, on ne doit pas se surprendre si l'économie québécoise progresse plus lentement.



1981-2016 QU'EST CE QUI EXPLIQUE LA FAIBLE CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

Pour comprendre pourquoi la croissance économique au Québec a été si faible au cours des 35 dernières années, on peut se référer à une équation simple où le niveau de vie est déterminé par trois facteurs :

- La productivité du travail, qui mesure la richesse générée en moyenne par heure travaillée;
- L'intensité du travail, qui évalue le nombre moyen d'heures travaillées par emploi;
- Le taux d'emploi, qui mesure la proportion de la population qui détient un emploi.

En somme, le niveau de vie d'une économie est déterminé en fonction de l'efficacité avec laquelle elle génère de la richesse (productivité du travail), de la proportion de la population qui travaille (taux d'emploi) et du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi (intensité du travail). **En théorie**, une société dispose donc de trois leviers pour stimuler la croissance de son niveau de vie :

- Travailler plus efficacement en augmentant la richesse générée par heure travaillée;
- Travailler plus longtemps en augmentant la durée moyenne du temps passé au travail;
- Travailler davantage en augmentant le nombre d'emplois.

La pratique démontre toutefois qu'à long terme, la quasi-totalité de la croissance économique passera par des gains de productivité.

FIGURE I
LES TROIS DÉTERMINANTS DU NIVEAU DE VIE

$$\begin{array}{ccccccc} \text{NIVEAU DE VIE} & = & \text{PRODUCTIVITÉ} & \times & \text{INTENSITÉ} & \times & \text{TAUX D'EMPLOI} \\ & & \text{DU TRAVAIL} & & \text{DU TRAVAIL} & & \text{GLOBAL} \\ \\ \frac{\text{PIB}}{\text{POPULATION}} & = & \frac{\text{PIB}}{\text{HEURES TRAVAILLÉES}} & \times & \frac{\text{HEURES TRAVAILLÉES}}{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}} & \times & \frac{\text{NOMBRE D'EMPLOIS}}{\text{POPULATION}} \end{array}$$

95 % DE LA CROISSANCE EXPLIQUÉE PAR DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ

En décomposant la croissance du niveau de vie des 30 économies analysées, on peut voir à quel point la productivité du travail joue un rôle déterminant : en moyenne, 95 % de l'augmentation du niveau de vie enregistrée entre 1981 et 2016 provient d'une augmentation de la productivité du travail. Les pays et les provinces où les gains de productivité du travail ont été importants ont ainsi enregistré une forte progression de leur niveau de vie - c'est notamment le cas de la Corée du Sud et de la Finlande – alors qu'inversement, les pays ou les provinces où les gains de productivité du travail ont été limités ont pour la plupart enregistré une augmentation relativement faible de leur niveau de vie. C'est le cas du Québec :

- Entre 1981 et 2016, 80,6 % (12 785 \$ sur un total de 15 860 \$ par habitant) de l'augmentation du niveau de vie au Québec s'explique par l'augmentation de la productivité du travail (Tableau I). Seul le Nouveau-Brunswick affiche une contribution inférieure à celle du Québec et encore, le Québec ne devance la province que par quelques dizaines de dollars par habitant.
- En contrepartie, la contribution du taux d'emploi a été plus importante qu'ailleurs. Entre 1981 et 2016, 40,3 % (ou 6 393 \$ par habitant) de l'augmentation du niveau de vie a été expliquée par une augmentation de la participation au marché du travail. Toutes proportions gardées, l'apport du taux d'emploi a été deux fois plus important qu'il ne l'a été en moyenne parmi les 30 économies analysées.
- Finalement, la diminution de l'intensité du travail a ralenti la croissance économique par habitant (ou 20,9 % d'une augmentation globale de 15 860 \$ par habitant). Le Québec ne fait toutefois pas figure d'exception. Seuls la Suède et les États-Unis ont enregistré une augmentation du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi depuis 1981.

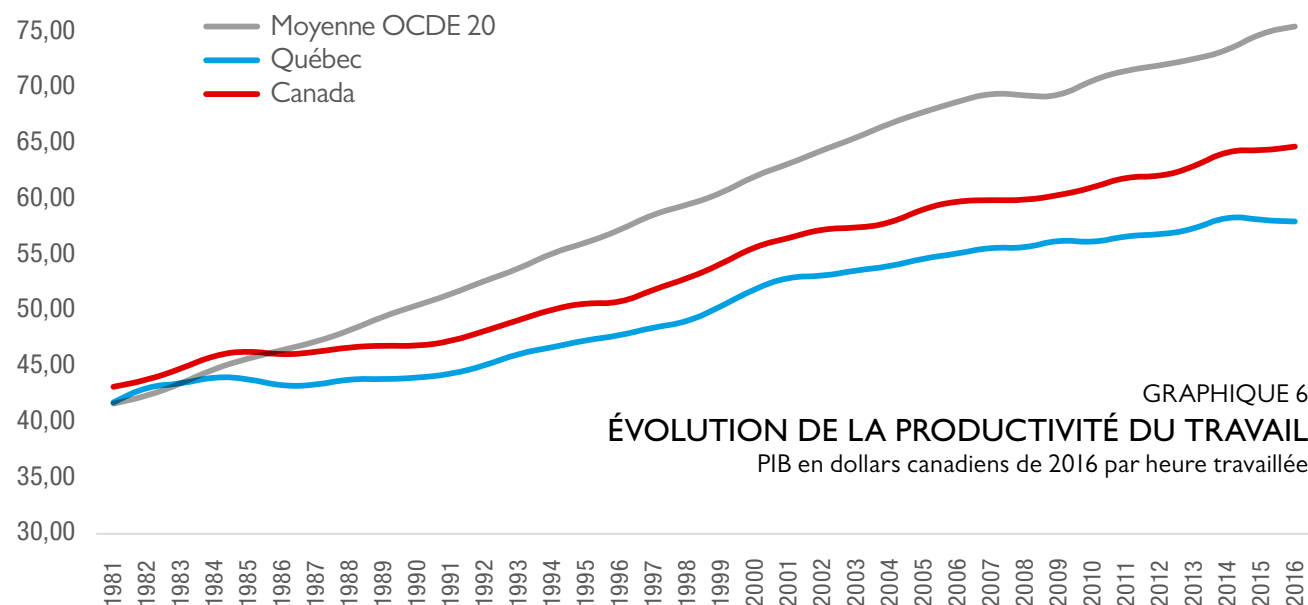
TABLEAU I
SOURCES DE LA CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE
À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2016
PIB par habitant en dollars canadiens de 2016

	VARIATION DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2016	VARIATION DU NIVEAU DE VIE EXPLIQUÉE PAR UN CHANGEMENT DANS:		
		LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	L'INTENSITÉ DU TRAVAIL	LE TAUX D'EMPLOI GLOBAL
IRLANDE	68 363	66 110	-9 030	11 283
CORÉE DU SUD	38 735	38 168	-6 585	7 152
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	33 725	22 848	-2 231	13 108
NORVÈGE	33 556	33 648	-5 170	5 077
ÉTATS-UNIS	31 985	28 249	917	2 819
SUÈDE	27 408	26 413	3 053	-2 058
PAYS-BAS	27 406	20 973	-3 766	10 200
ISLANDE	27 057	27 070	-3 414	3 400
AUSTRALIE	26 888	22 203	-2 065	6 750
SASKATCHEWAN	26 647	23 890	-3 545	6 302
ALLEMAGNE	26 384	28 217	-11 153	9 320
ROYAUME-UNI	25 829	21 826	-648	4 651
DANEMARK	24 812	27 441	-4 455	1 826
JAPON	23 745	30 197	-8 239	1 787
FINLANDE	23 624	32 200	-5 217	-3 359
BELGIQUE	23 387	22 984	-3 898	4 302
SUISSE	22 820	25 663	-11 374	8 531
ALBERTA	21 998	24 956	-4 551	1 593
ESPAGNE	20 825	16 285	-3 477	8 016
NOUVEAU-BRUNSWICK	20 265	12 748	-560	8 077
CANADA	19 849	18 430	-2 823	4 242
ONTARIO	19 760	20 938	-2 283	1 105
MANITOBA	19 584	19 472	-2 912	3 024
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	19 497	14 824	-1 905	6 579
FRANCE	18 292	24 437	-6 627	482
NOUVELLE-ÉCOSSE	18 244	13 742	-2 150	6 652
NOUVELLE-ZÉLANDE	17 521	17 286	-2 336	2 570
COLOMBIE-BRITANNIQUE	16 871	16 045	-2 622	3 448
QUÉBEC	15 860	12 785	-3 319	6 393
ITALIE	13 620	13 625	-3 126	3 121

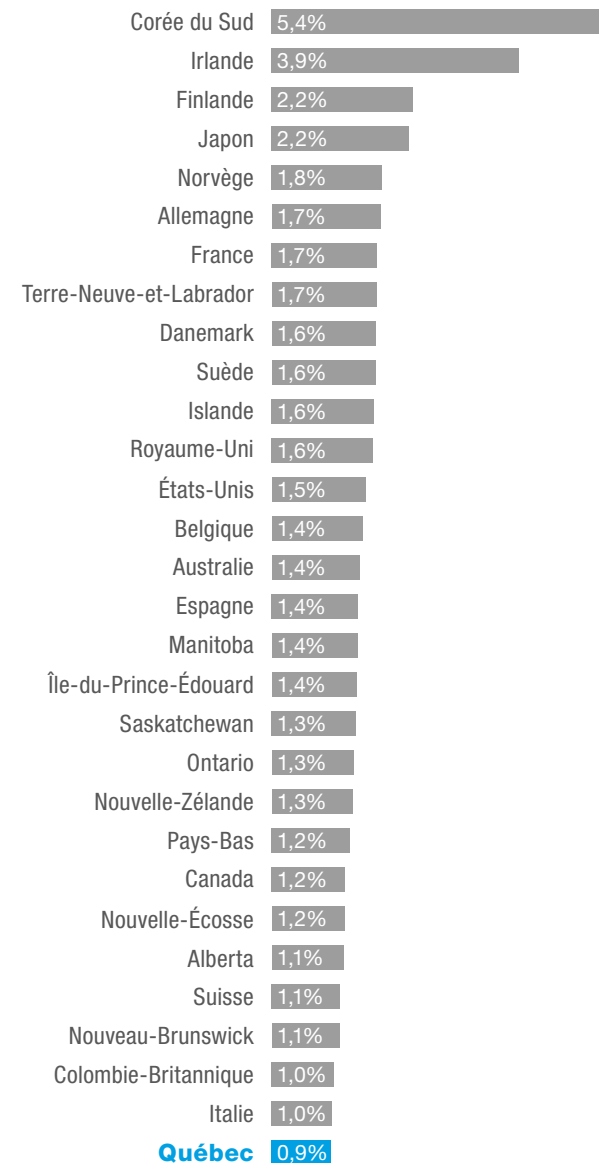
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL : AU CŒUR DU PROBLÈME

La faible contribution de la productivité du travail à l'accroissement du niveau de vie au Québec est le résultat d'une croissance particulièrement faible de la productivité de la province. Au cours des 35 dernières années, la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail québécoise n'a pas dépassé la barre du 1 %, reléguant de fait la province en queue de peloton. Désormais, le Québec accuse un important retard sur la moyenne OCDE20 en matière de productivité - et dans une moindre mesure sur la moyenne canadienne - alors que 35 ans auparavant, ils étaient pratiquement à parité (Graphique 6) :

- En 2016, les pays de l'OCDE généraient en moyenne 17,50 \$ de plus par heure travaillée qu'au Québec alors qu'au début des années 80, le Québec détenait un léger avantage sur la moyenne OCDE20.
- Le Québec accuse par ailleurs un retard de 6,72 \$ par heure travaillée sur la moyenne canadienne alors qu'en 1981, cet écart n'était que de 1,38 \$ par heure travaillée.



GRAPHIQUE 5
CROISSANCE ANNUELLE
MOYENNE DE LA PRODUCTIVITÉ
DU TRAVAIL ENTRE 1981 ET 2016
En pourcentage



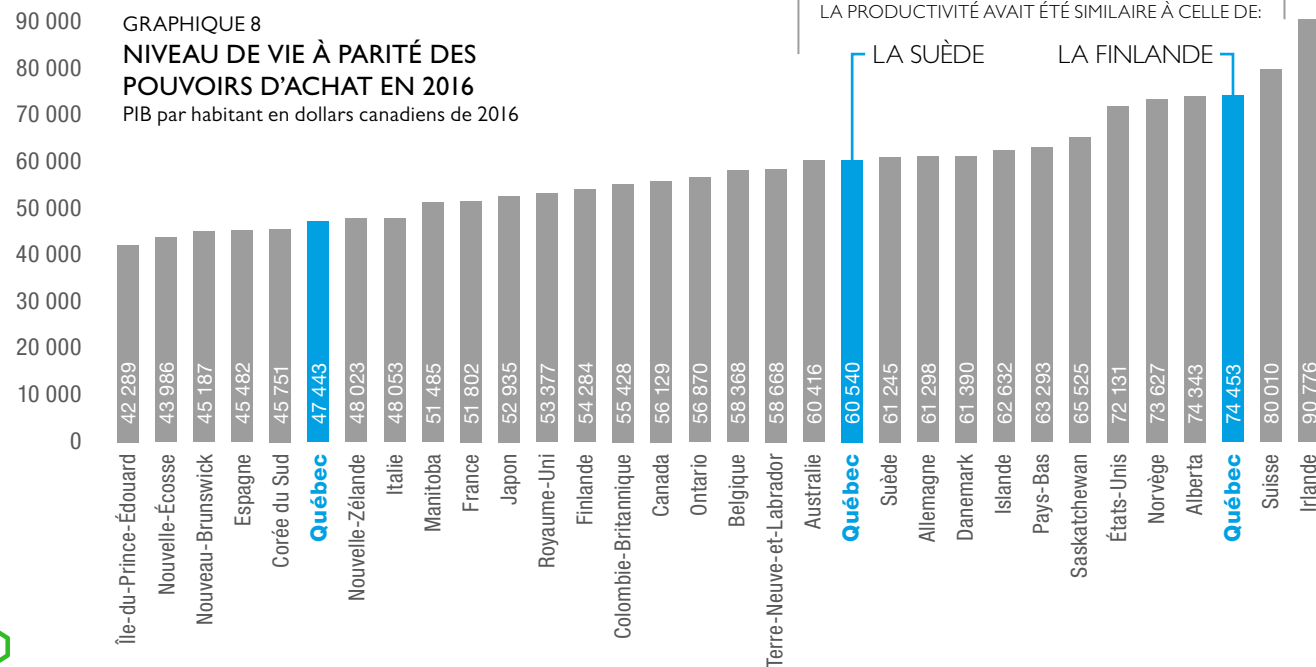
LA PRODUCTIVITÉ : COURROIE DE TRANSMISSION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En raison d'une croissance anémique échelonnée sur plus de trois décennies, le Québec affiche aujourd'hui un niveau de productivité particulièrement faible. En 2016, seuls deux pays et trois provinces généraient moins de richesse par heure travaillée (Graphique 7).

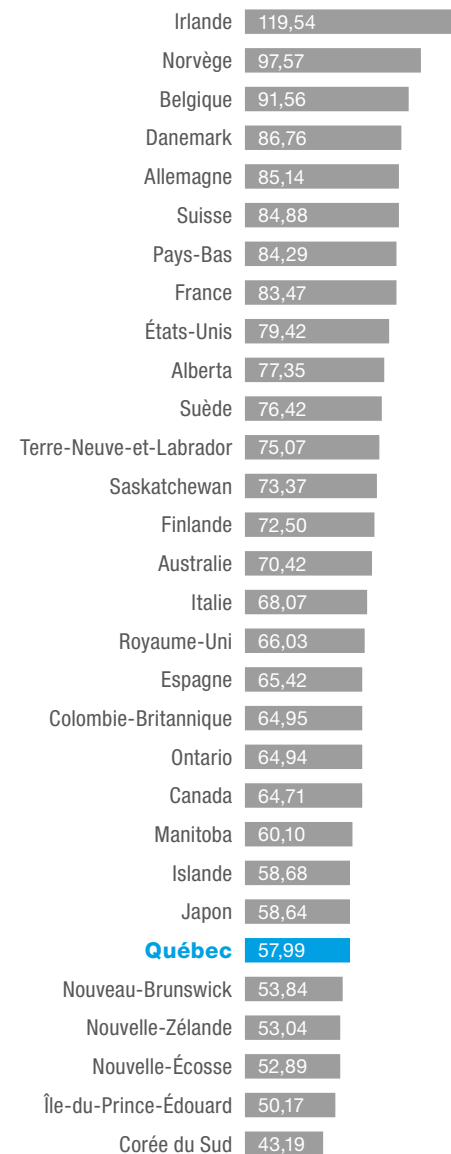
Actuellement relégué en peloton de queue, le Québec se trouverait aujourd'hui en meilleure position s'il avait été en mesure de stimuler adéquatement la croissance de sa productivité du travail au cours des 35 dernières années. Les exemples de la Suède et de la Finlande – des économies nordiques de petite taille où l'intervention de l'État est aussi importante qu'ici, sinon davantage – sont particulièrement révélateurs (Graphique 8) :

- Dans l'éventualité où la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail québécoise avait été similaire à celle enregistrée en Suède, le Québec afficherait aujourd'hui un niveau de vie supérieur à la moyenne nationale.
- Et dans l'éventualité où la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail québécoise avait été similaire à celle enregistrée en Finlande – qui affichait une productivité inférieure à celle du Québec en 1981 – le Québec se positionnerait aujourd'hui en peloton de tête au chapitre du niveau de vie.

GRAPHIQUE 8
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES
POUVOIRS D'ACHAT EN 2016
PIB par habitant en dollars canadiens de 2016



GRAPHIQUE 7
PRODUCTIVITÉ DU
TRAVAIL EN 2016
PIB en dollars canadiens de 2016
par heure travaillée

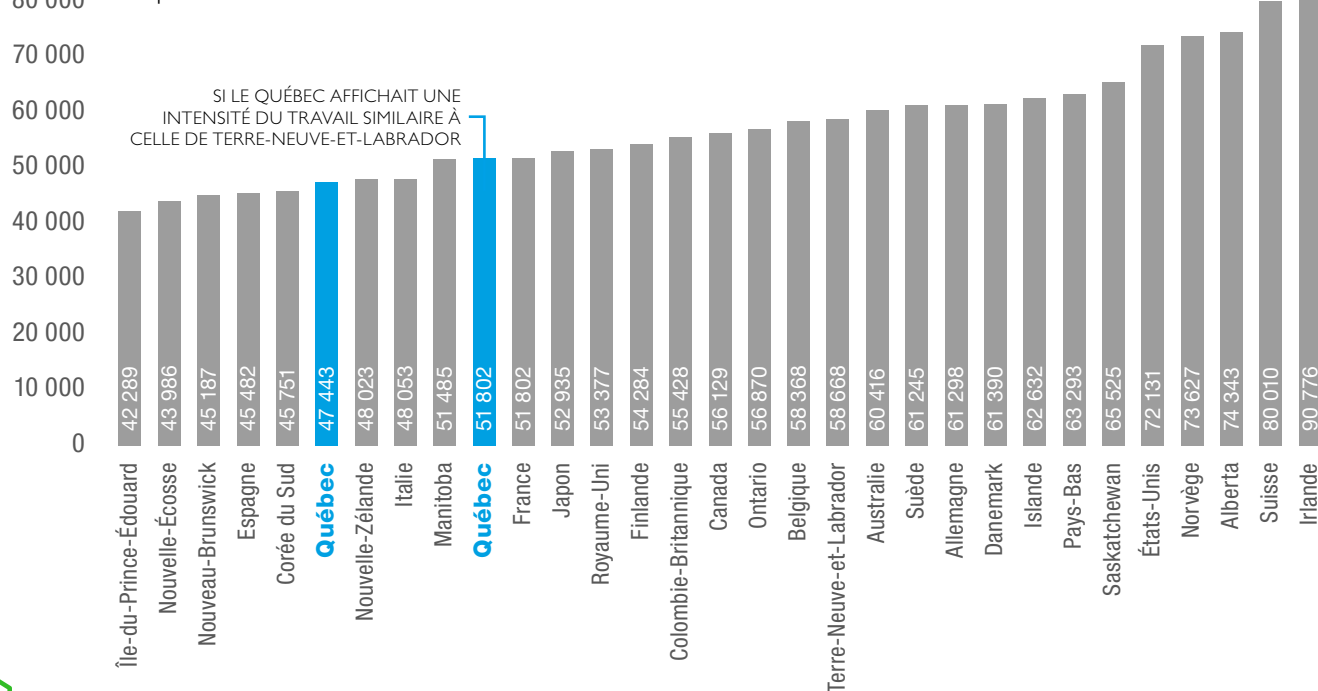


L'INTENSITÉ DU TRAVAIL : UN EFFET LIMITÉ

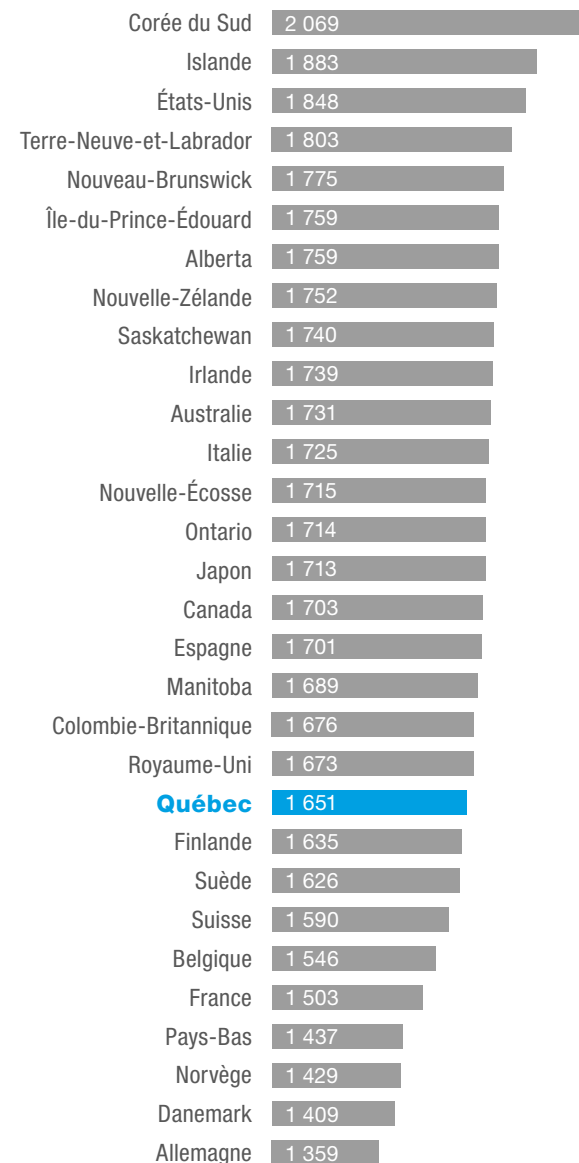
Contrairement à une perception répandue, le fait de travailler davantage ne générera que des gains limités en termes de niveau de vie. Par exemple, si le Québec affichait une intensité du travail similaire à celle de Terre-Neuve-et-Labrador – la quatrième plus élevée des 30 économies analysées (Graphique 9) – le niveau de vie au Québec n'augmenterait que de 4 359 \$ par habitant (Graphique 10). Il s'agit d'un gain plutôt modeste considérant que 152 heures de travail additionnelles s'ajouteraient à chaque emploi, l'équivalent de quatre semaines de travail supplémentaires.

Loin d'être surprenant, ce résultat est une des conséquences directes de la faible productivité du Québec. Dans la mesure où une heure travaillée au Québec génère moins de richesse qu'une heure travaillée ailleurs au Canada ou à l'OCDE, on ne doit pas s'étonner du fait que travailler davantage ne génère que des gains modestes en termes de niveau de vie.

GRAPHIQUE 10
NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT EN 2016
PIB par habitant en dollars canadiens de 2016

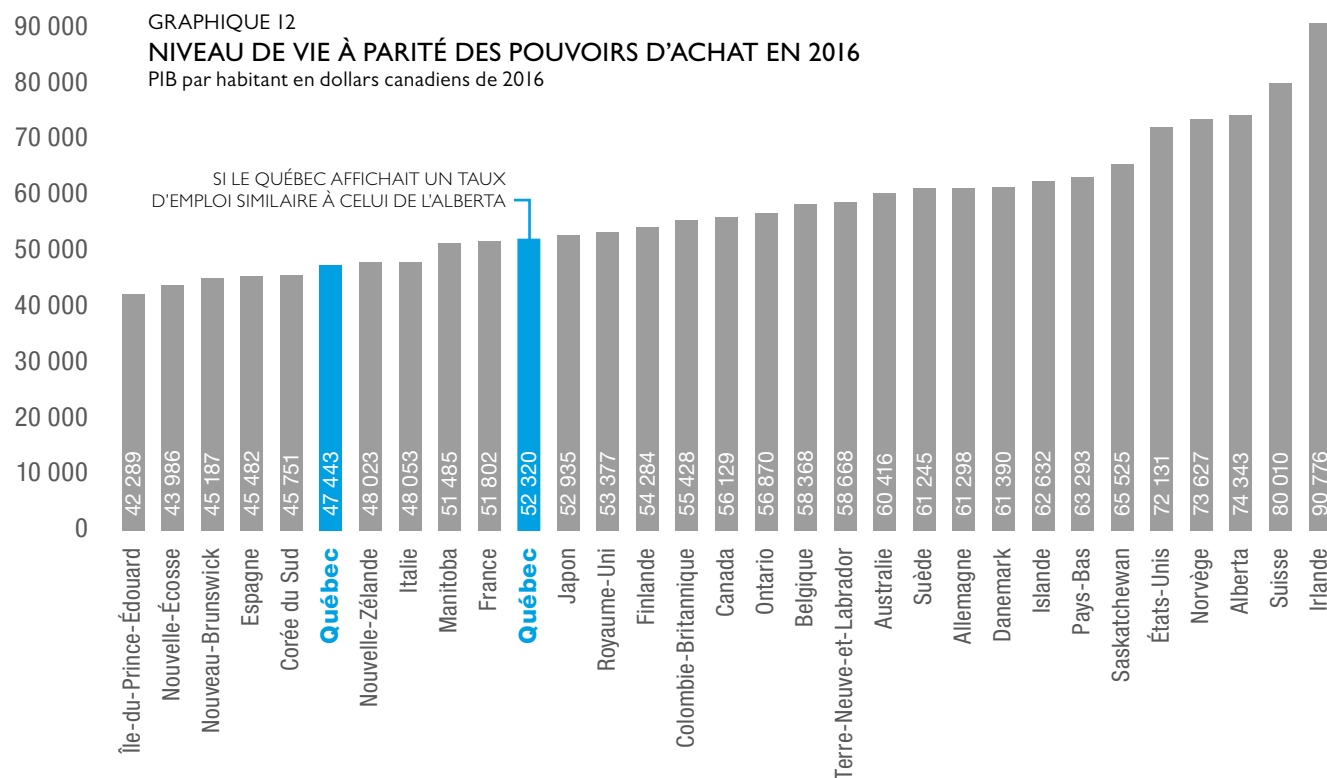


GRAPHIQUE 9
INTENSITÉ DU TRAVAIL EN 2016
Heures travaillées par emploi

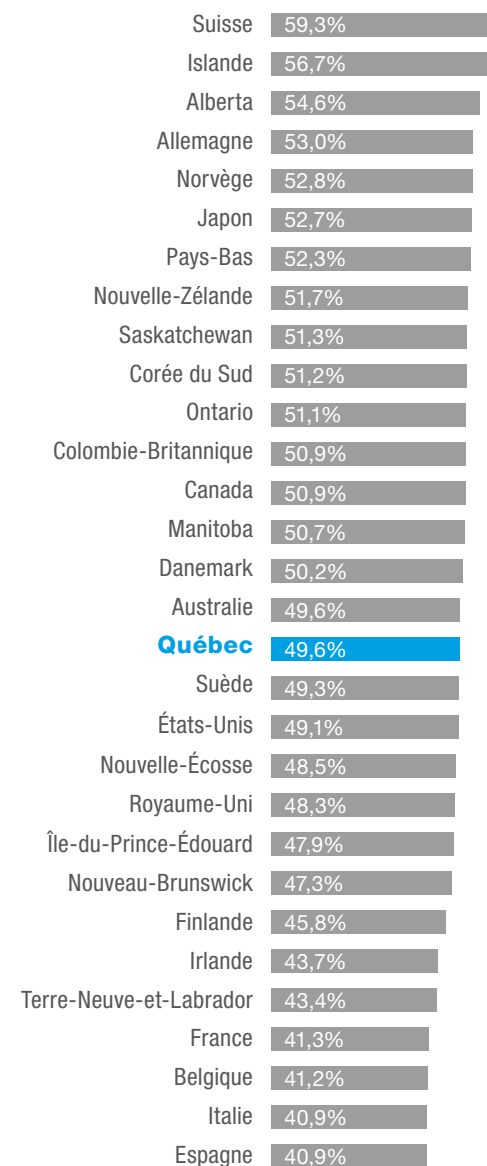


TAUX D'EMPLOI : SEUIL DE RÉSILIENCE ATTEINT

La pression démographique ne cessant de s'accroître, le Québec ne pourra bientôt plus compter sur le dynamisme de son marché du travail pour stimuler la croissance de son économie. En supposant que le Québec parvenait à élever son taux d'emploi à un niveau similaire à celui de l'Alberta -le plus élevé au Canada et le troisième parmi les trente économies analysées (Graphique 11)- le niveau de vie au Québec n'augmenterait que de 4 877 \$ par habitant (Graphique 12). Et pour afficher un tel taux d'emploi, le taux de chômage devrait être à 0 % et une partie de la population inactive devrait réintégrer le marché du travail et occuper un emploi. Autrement dit, le marché du travail atteindrait un point de saturation.



GRAPHIQUE 11
TAUX D'EMPLOI EN 2016
Nombre d'emplois sur la population totale



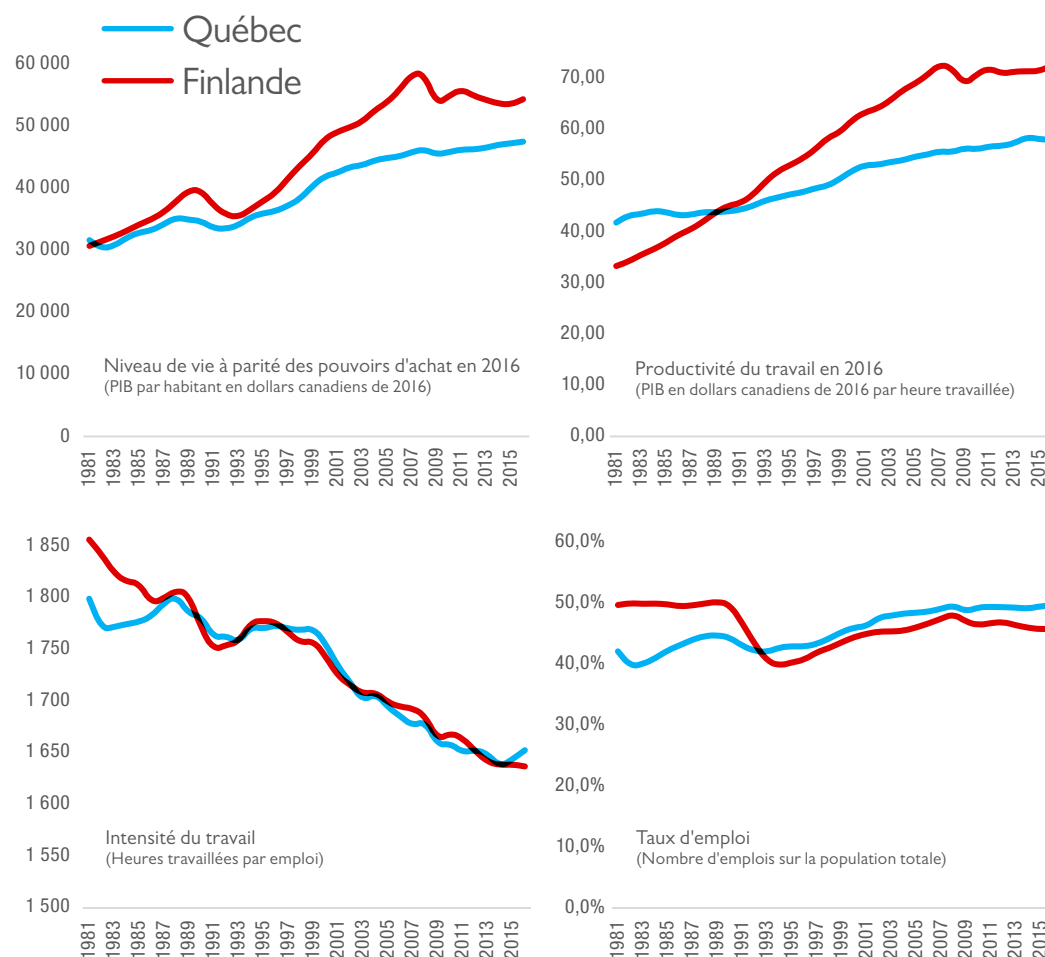
LE CAS DE LA FINLANDE (OU L'IMPORTANCE DE LA PRODUCTIVITÉ)

Pour stimuler la croissance de son économie, le Québec devra invariablement miser sur une augmentation de sa productivité. Le cas de la Finlande est à ce chapitre fort instructif (Graphique I3) :

- Au début des années 80, la productivité du travail finlandaise était inférieure à celle du Québec. La Finlande comptait toutefois sur un taux d'emploi et une intensité du travail plus élevés qu'au Québec, ce qui lui permettait d'afficher un niveau de vie pratiquement identique à celui du Québec.
- En s'appuyant sur une croissance soutenue de sa productivité, la Finlande est rapidement parvenue à distancier le Québec. À la fin des années 80, le niveau de vie en Finlande était 14 % plus élevé que celui du Québec.
- Les économies scandinaves ont toutefois été durement touchées par une récession au début des années 90. En moins de trois ans, le niveau de vie en Finlande a diminué de près de 10 %. Résultat : le Québec et la Finlande affichaient de nouveau un niveau de vie similaire en 1993.
- Grâce à des réformes axées sur la productivité et l'exportation (voir encadré page suivante), la Finlande est rapidement parvenue à relancer son économie. Entre 1993 et 2007, la productivité du travail finlandaise s'est accrue au rythme moyen de 2,75 % par année, une croissance deux fois plus rapide que celle observée au Québec (1,35 %). La progression du niveau de vie en Finlande a alors été foudroyante. Entre 1993 et 2007, la Finlande a maintenu une croissance annuelle moyenne de 3,66 %, une croissance 1,7 fois plus rapide que celle observée au Québec (2,16 %). Avant la récession de 2008, la Finlande détenait une avance de plus de 12 500 \$ par habitant sur le niveau de vie du Québec.
- La Finlande a toutefois été durement touchée par la récession de 2008. Le pays n'étant pas parvenu à relancer la croissance de sa productivité du travail, la Finlande peine désormais à augmenter son niveau de vie. Malgré tout, la Finlande maintient une avance d'approximativement 7 000 \$ par habitant sur le niveau de vie du Québec. Comme quoi sans gains de productivité, on ne peut espérer augmenter sa prospérité.

GRAPHIQUE I3

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE ET DE SES PRINCIPALES COMPOSANTES ENTRE 1981 ET 2016, QUÉBEC ET FINLANDE



LES ANNÉES 90 EN FINLANDE : L'HEURE DES DÉCISIONS

L'économie finlandaise a été durement éprouvée au tournant des années 90. À la fin des années 80, l'assouplissement des règles de crédit et l'ouverture des marchés des capitaux ont d'abord produit des bulles financières et immobilières qui ont fini par éclater lorsque le coût du crédit a augmenté et après que la Finlande ait subi de nombreuses attaques spéculatives. Rappelons qu'à cette époque, la Finlande était dans un régime de change fixe.

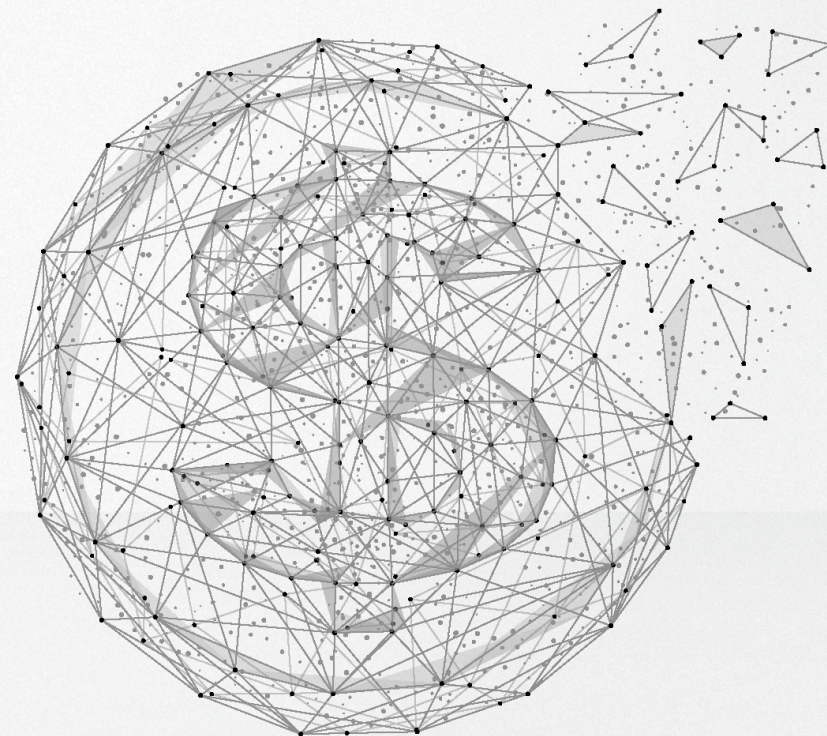
Pratiquement au même moment, la Finlande perdait l'un de ses principaux partenaires commerciaux suite à l'éclatement de l'URSS. Les effets de la crise bancaire se sont dès lors accentués et ont mené à une récession majeure.

Pour endiguer la crise, la Finlande a d'abord modifié sa politique monétaire en optant pour un régime de change flottant. Le gouvernement finlandais a également modifié sa politique budgétaire de manière à réduire ses dépenses et restreindre son endettement. S'en sont suivies des réformes qui ont considérablement réduit le poids de l'État sans compromettre le filet social finlandais. En parallèle, la Finlande a axé sa politique économique vers l'internationalisation de son économie et sur l'innovation, notamment en misant sur le secteur des technologies et sur la qualité de son capital humain. Les résultats n'ont pas tardé à se faire sentir, la Finlande ayant enregistré la quatrième plus forte croissance économique au cours de la majeure partie des années 90. Évidemment, ces réformes ont été rendues possibles par la contribution de tous les acteurs économiques finlandais, et par la participation et la compréhension des Finlandais.

Section 3

POURQUOI LA SITUATION DU QUÉBEC S'EST-ELLE DÉTÉRIORÉE AU COURS DES 15 DERNIÈRES ANNÉES?

Depuis le début des années 2000, le retard économique du Québec s'accroît à un rythme préoccupant. Tout indique que la structure de l'économie du Québec ne lui permet pas de suivre la cadence des autres pays.



2000-2016 QU'EST CE QUI EXPLIQUE LA FAIBLE CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

Depuis le début des années 2000, l'écart de niveau de vie qui sépare le Québec des autres économies s'accroît sans qu'un choc économique n'affecte l'économie de la province. En somme, tout indique que la province est confrontée à un problème d'ordre structurel, en ce sens où la structure de l'économie du Québec ne lui permet plus de suivre la cadence des autres pays et de la plupart des provinces canadiennes. Trois éléments intrinsèquement liés seraient en cause (Graphique 14):

1) Le déclin du secteur manufacturier :

Après avoir culminé en 2000, la production manufacturière québécoise a rapidement décliné. En 2016, le secteur manufacturier générait 13 % du PIB de la province, un recul important considérant que ce secteur générait à lui seul 23 % de l'activité économique de la province au début des années 2000.

2) La chute des exportations :

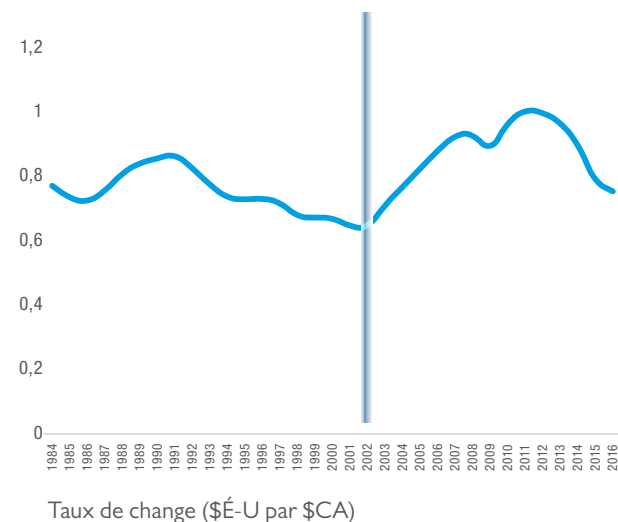
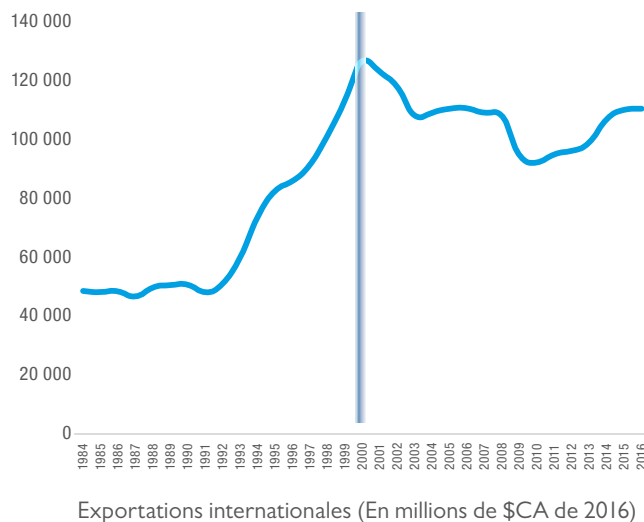
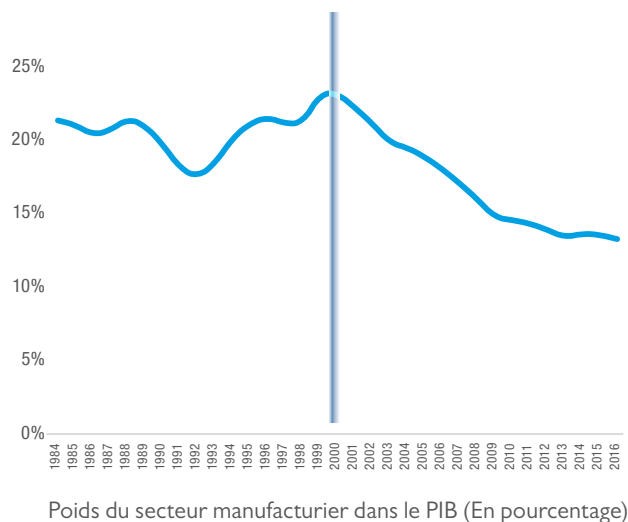
Au cours des années 90, la croissance de l'économie québécoise a d'abord été stimulée par l'activité manufacturière et ses exportations. Au tournant des années 2000, la tendance s'est inversée: l'activité manufacturière s'est repliée et les exportations ont chuté. La crise de 2008 a accéléré ce déclin et il a fallu attendre 2010 pour que les exportations québécoises s'accroissent de nouveau. Actuellement, les exportations réelles sont 15 % plus faibles qu'elles ne l'étaient au début des années 2000.

3) La fluctuation du taux de change :

L'appréciation du dollar canadien n'est pas étrangère au déclin du secteur manufacturier et à la baisse des exportations. Avant que le dollar canadien ne s'apprécie par rapport au dollar américain, les exportations manufacturières représentaient 90 % des exportations québécoises, et 85 % des exportations québécoises étaient destinées au marché américain. Le Québec a donc été durement touché lorsque la devise canadienne s'est appréciée par rapport à la devise de son principal partenaire commercial.

GRAPHIQUE 14

ÉVOLUTION DU POIDS ÉCONOMIQUE DU SECTEUR MANUFACTURIER, DU TAUX DE CHANGE ET DES EXPORTATIONS RÉELLES



DÉCLIN DU SECTEUR MANUFACTURIER: LE QUÉBEC, UNE EXCEPTION

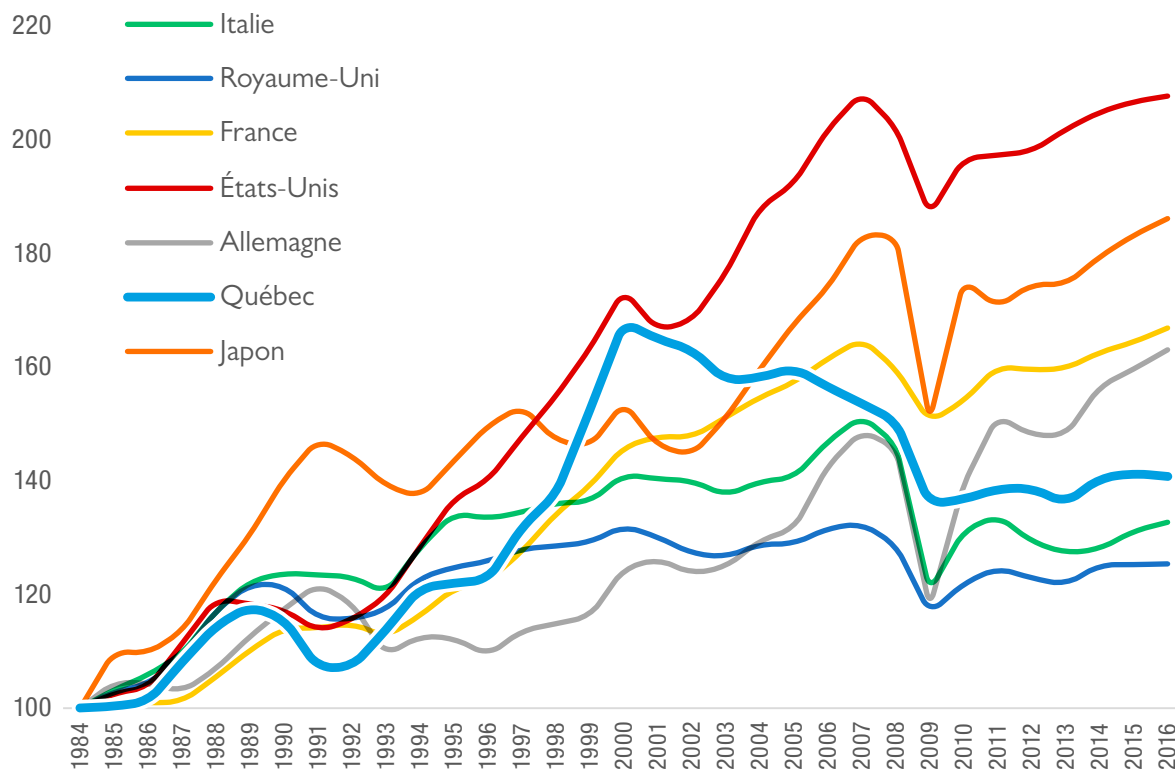
Les années 2000 ont été marquées par le déclin rapide du secteur manufacturier québécois. En à peine 15 ans, un emploi manufacturier sur cinq a disparu et le poids du secteur manufacturier dans le PIB a chuté de près de 43 %.

S'il s'agit d'une tendance généralisée à la plupart des pays occidentaux, le déclin observé au Québec est pour le moins singulier. En comparant le Québec aux six principaux producteurs manufacturiers occidentaux (Graphique 15), on constate que :

- Au Québec, la production manufacturière réelle a diminué de manière quasi-systématique depuis le début des années 2000 alors que du côté des principaux producteurs manufacturiers occidentaux, il a fallu attendre la récession de 2008 pour observer une baisse.
- Une fois les effets de la récession de 2008 dissipés, la production manufacturière s'est accrue de manière significative chez quatre des six principaux producteurs manufacturiers alors qu'au Québec, la production manufacturière tarde à reprendre son envol.

En somme, le poids du secteur manufacturier au Québec a diminué parce que la production manufacturière réelle a chuté alors que chez les principaux producteurs occidentaux, le poids du secteur manufacturier a diminué parce que la croissance a été plus rapide dans les autres secteurs d'activité.

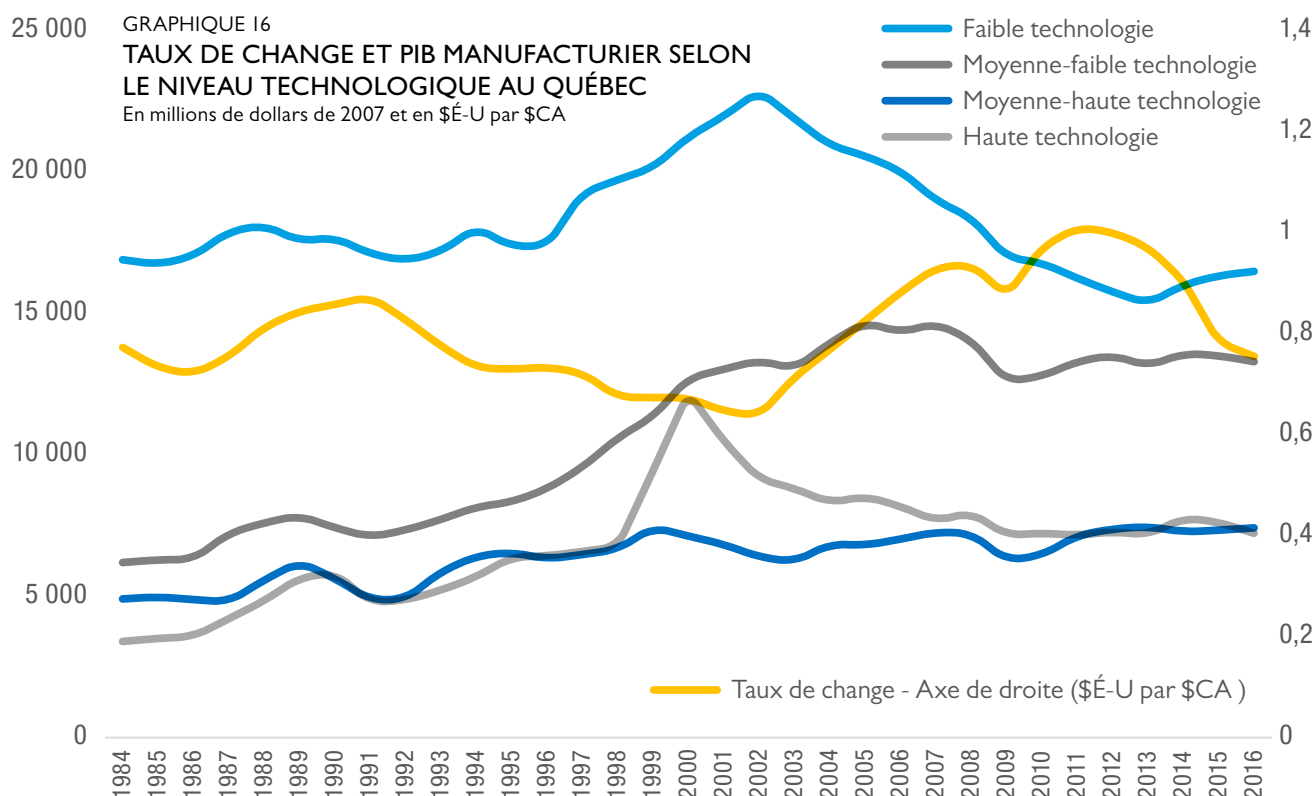
GRAPHIQUE 15
ÉVOLUTION DU PIB MANUFACTURIER
1984 = 100



BAISSE DE L'ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE AU QUÉBEC: UNE QUESTION DE NIVEAU TECHNOLOGIQUE

La spécificité du déclin du secteur manufacturier québécois prend origine dans la structure même du secteur (Graphique 16). Historiquement, l'activité manufacturière au Québec s'est concentrée dans des industries du secteur faible technologie, c'est-à-dire dans les industries où l'intensité de la R-D est faible : textile, vêtement, papier, meuble, etc. Traditionnellement considérés comme des secteurs mous, la surreprésentation de ce type d'industries a précipité le repli du secteur manufacturier, ces industries étant particulièrement vulnérables aux fluctuations des taux de change en raison de leur forte exposition à la concurrence des pays émergents.

- Entre 2002 et 2013, la production réelle des industries manufacturières du **secteur faible technologie** a diminué de plus de 30 %. Notons que le déclin du PIB manufacturier du secteur faible technologie s'est amorcé précisément au moment où le **dollar canadien s'est apprécié**.
- Le PIB manufacturier du **secteur haute technologie** a chuté dès le début des années 2000 en raison de l'éclatement de la bulle technologique.
- Épargnées par l'appréciation du dollar canadien, les industries du **secteur moyenne-faible technologie** ont vu leur production chuter suite à la récession de 2008.
- Les industries manufacturières du **secteur moyenne-haute technologie** n'ont pas été affectées par l'appréciation du taux de change.



FAIBLE TECHNOLOGIE

fabrication d'aliments, de boissons, de tabac, de vêtements, de produits du cuir, de textile, de produits du bois, de papier, de meubles et de l'impression

MOYENNE-FAIBLE TECHNOLOGIE

fabrication de produits du pétrole, de produits en plastique et en caoutchouc, de produits minéraux non métalliques et métalliques et transformation des métaux

MOYENNE-HAUTE TECHNOLOGIE

fabrication de produits chimiques, de machines, de matériel électronique, de matériel de transport

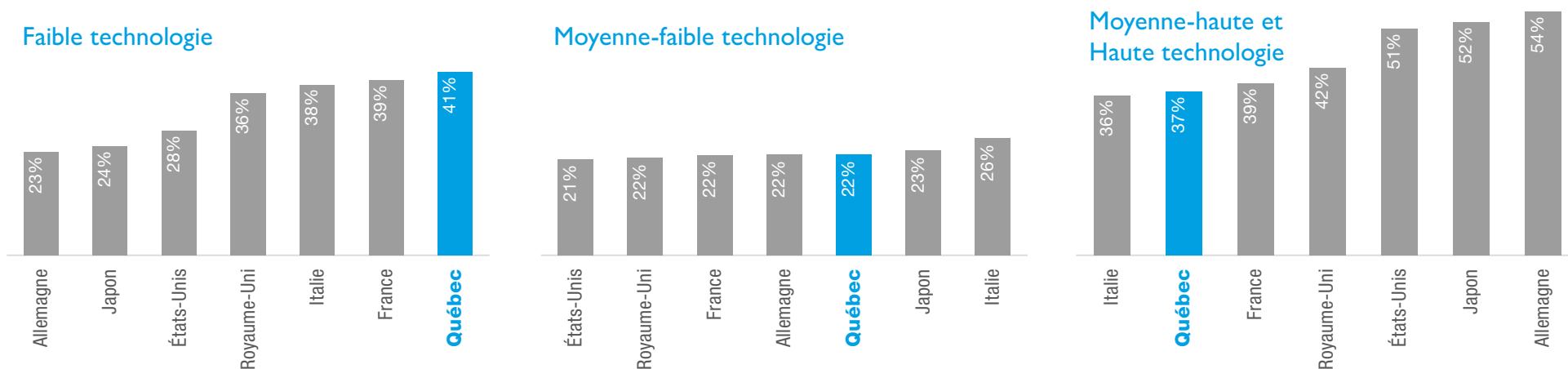
HAUTE TECHNOLOGIE

fabrication de produits informatiques et électroniques, de produits pharmaceutiques et de médicaments, de produits aérospatiaux

BAISSE DE L'ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE: LA SPÉCIFICITÉ DU QUÉBEC

Deux éléments structurels font en sorte que la production manufacturière réelle s'est repliée prématurément au Québec:

- ▶ Au début des années 2000, 41 % du PIB manufacturier au Québec était produit par des industries du secteur faible technologie, traditionnellement considérées comme des secteurs mous. La prédominance de ce type d'industrie plaçait alors le Québec en tête du classement des six principaux producteurs manufacturiers occidentaux.
 - La France et l'Italie talonnaient alors le Québec en raison de la prédominance des industries du vêtement et du textile en Italie, et de l'importance du secteur agro-alimentaire en France.
 - Le Québec se démarquait nettement de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis. Le poids des industries du secteur faible technologie au Québec était alors jusqu'à 1,78 fois plus important que dans ces pays.
- ▶ En contrepartie d'une présence plus importante des industries du secteur faible technologie, une part plus faible de la production manufacturière québécoise provenait des industries du secteur moyenne-haute et haute technologie.
 - Au début des années 2000, moins de 40 % de la production manufacturière était générée par les industries du secteur moyenne-haute et haute technologie. Seule l'Italie affichait un poids inférieur à celui du Québec.
 - Avec une production manufacturière représentant plus de 50 % du PIB manufacturier, les États-Unis, le Japon et l'Allemagne déclassaient alors le Québec. Toutes proportions gardées, le poids de ces industries était jusqu'à 46 % plus important qu'ici.



GRAPHIQUE 17
RÉPARTITION DU PIB MANUFACTURIER SELON LE NIVEAU TECHNOLOGIQUE EN 2000
En pourcentage

BAISSE DE L'ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE AU QUÉBEC: UN CHOC DE COMPÉTITIVITÉ

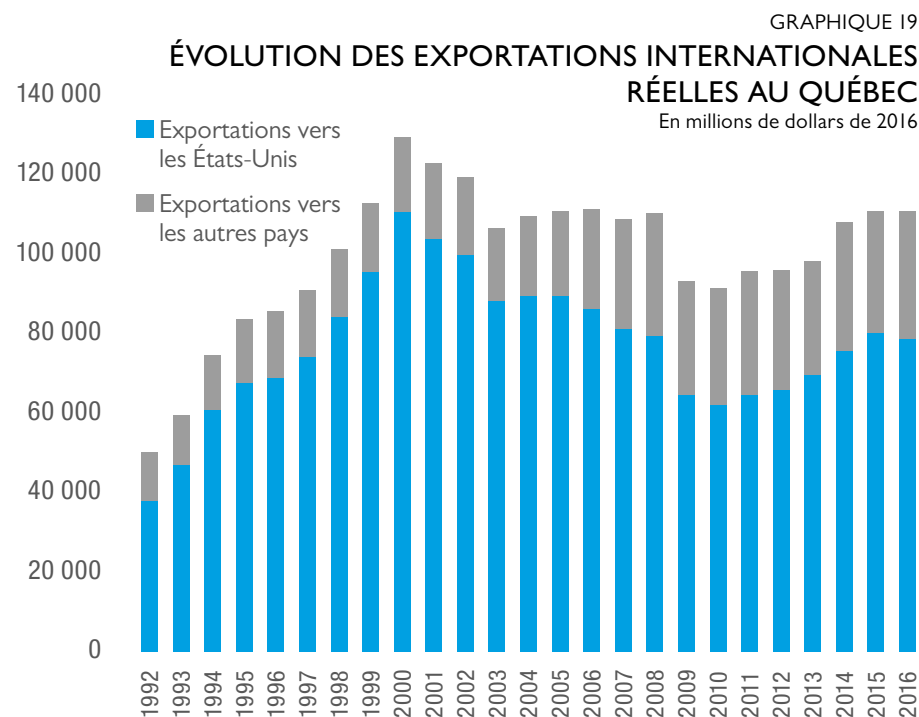
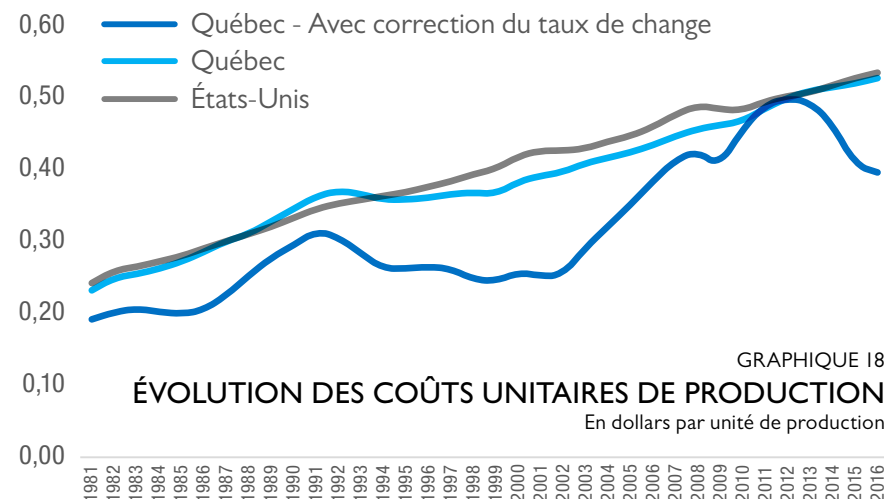
Le Québec a été confronté à un important choc de compétitivité lorsque le dollar canadien a commencé à s'apprécier par rapport au dollar américain en 2002.

Au cours des décennies 80 et 90, la dépréciation du dollar avait d'abord servi les intérêts du Québec en augmentant artificiellement la compétitivité des industries québécoises par rapport à celles des États-Unis (Graphique 18).

- Bénéficiant d'une dépréciation progressive de la devise canadienne, les coûts relatifs de production au Québec ont rapidement diminué, ce qui a procuré un avantage de taille au secteur manufacturier québécois. En moins de dix ans, les exportations québécoises ont bondi de 137 %, essentiellement en raison de la progression des exportations vers le marché américain (Graphique 19).
- Au tournant des années 2000, plus de 85 % des exportations québécoises étaient destinées au marché américain, et la vaste majorité de ces exportations étaient issues du secteur manufacturier.

Lorsque la valeur du dollar canadien a commencé à s'apprécier en 2002, le Québec a perdu cet important avantage.

- À partir de ce point, les coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre se sont progressivement accrus. Lorsque la parité des devises a été atteinte – voire dépassée – au début des années 2010, les coûts unitaires de production au Québec étaient identiques à ceux des États-Unis.
- La province n'étant pas parvenue à atténuer les effets du taux de change par des gains de productivité, la compétitivité de l'économie québécoise a considérablement diminué. Les exportations québécoises réelles ont alors chuté d'environ 25 %, essentiellement en raison d'une diminution marquée des exportations en destination du marché américain.

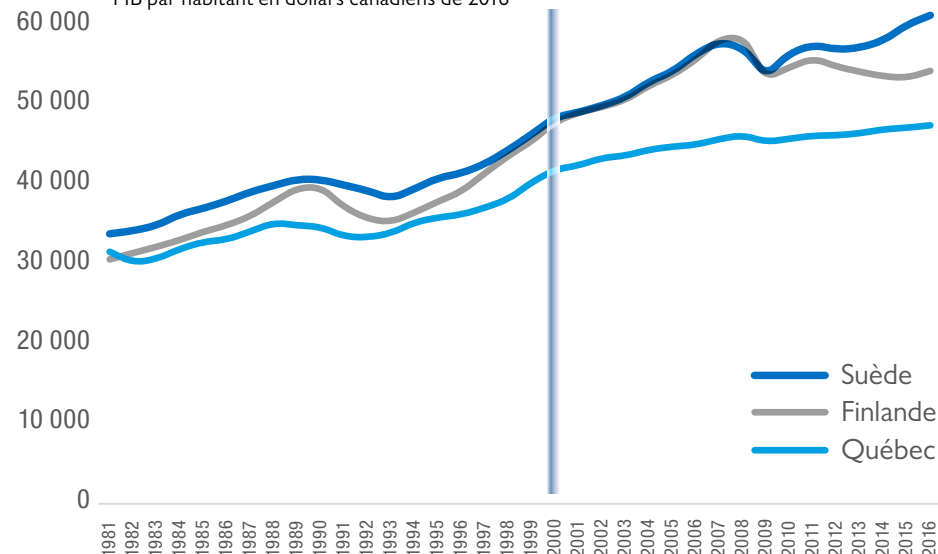


EXPORTATIONS: MOTEUR DE LA CROISSANCE DES ÉCONOMIES DE PETITE TAILLE

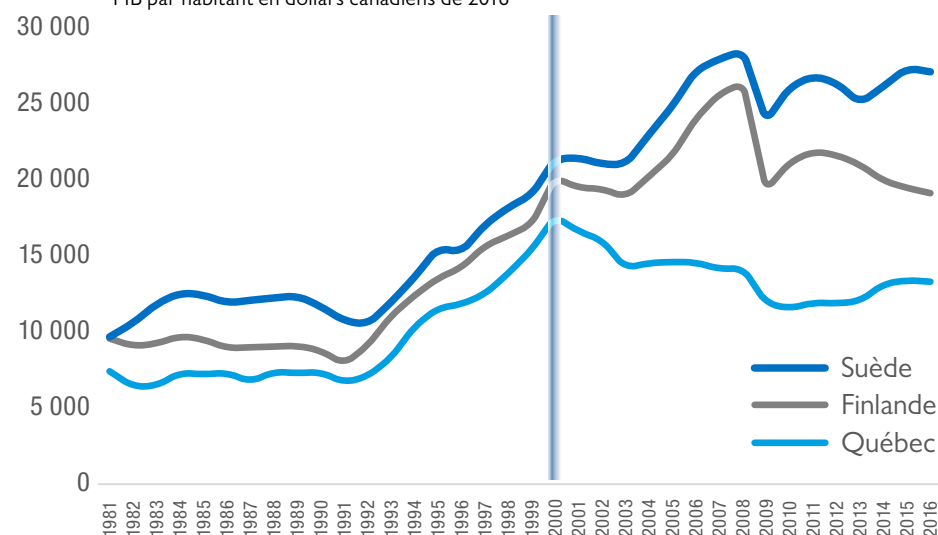
Portée par la croissance de ses exportations au cours des années 90, l'économie du Québec a été refroidie lorsque ses exportations ont commencé à diminuer au tournant des années 2000. Dès lors, l'écart de niveau de vie avec des économies de tailles similaires telles que la Suède et la Finlande s'est accru, ces économies ayant continué à bénéficier de la vigueur de leurs exportations :

- Durement affectées par une récession au début des années 90 (Graphique 20), la Suède et la Finlande sont parvenues à relancer la croissance de leurs économies grâce à des réformes axées sur la productivité et l'exportation. De 1992 à 2008, les exportations réelles de ces deux pays ont pratiquement triplé (Graphique 21), ce qui a largement stimulé la croissance du niveau de vie de ces deux pays.
- Avant la récession de 2008, la Finlande et la Suède présentaient des niveaux de vie à toutes fins pratiques identiques. Mais contrairement à la Suède, la Finlande n'est pas parvenue à relancer ses exportations et la croissance de son économie après la récession de 2008. Le pays accuse désormais un retard d'environ 7 000 \$ par habitant sur le niveau de vie de la Suède.

GRAPHIQUE 20
ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE
PIB par habitant en dollars canadiens de 2016



GRAPHIQUE 21
ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES RÉELLES
PIB par habitant en dollars canadiens de 2016





Section 4

NIVEAU DE VIE: POURQUOI S'EN PRÉOCCUPER?

La population québécoise
est la première touchée
par la faiblesse relative du
niveau de vie.



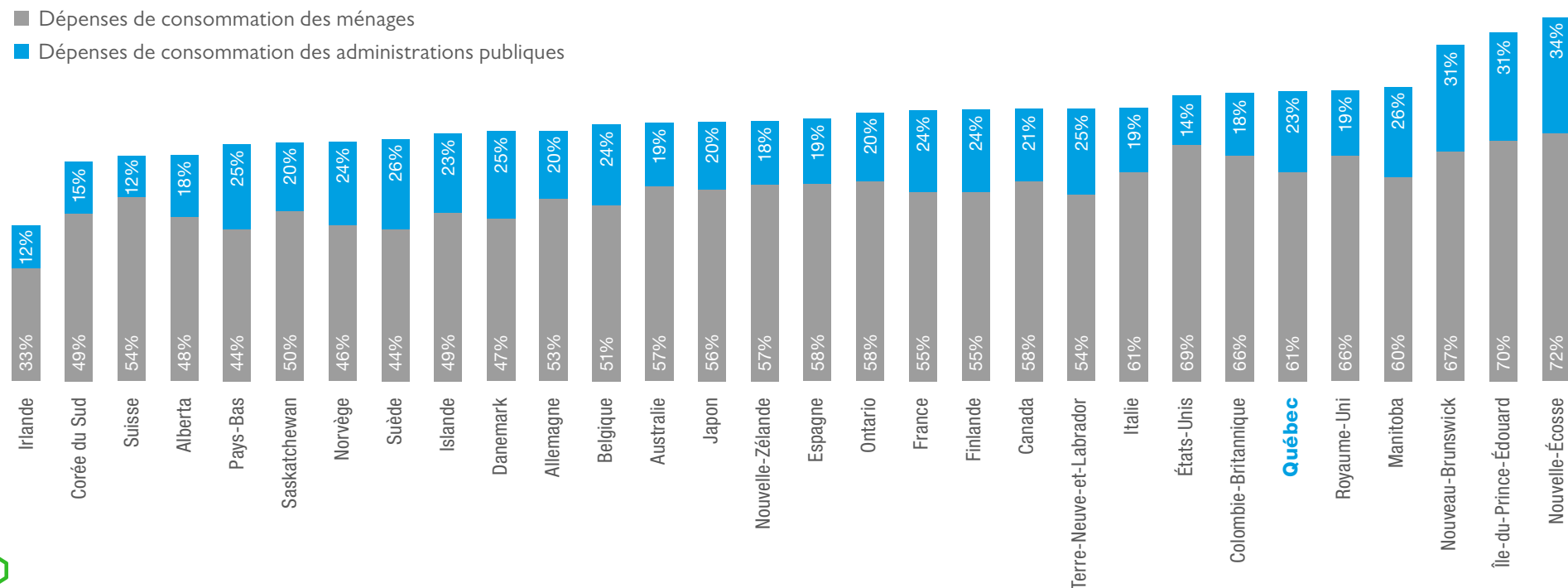
POURQUOI LES QUÉBÉCOIS DOIVENT SE PRÉOCCUPER DU NIVEAU DE VIE?

Les ménages québécois sont les premiers touchés par la faiblesse relative du niveau de vie au Québec. Voilà pourquoi ils doivent se préoccuper de la prospérité de la province.

À terme, chaque augmentation du niveau de vie sert leurs intérêts, que ce soit directement en augmentant leur capacité à consommer, ou indirectement en permettant à l'État de financer des programmes plus importants ou de meilleure qualité. Et ici, il ne s'agit pas uniquement d'un principe théorique. En décomposant le PIB selon l'approche des dépenses (Graphique 22), on constate que la vaste majorité de la richesse générée en cours d'année a été consommée par les ménages et les administrations publiques. En 2016, leur consommation représentait respectivement 61 % et 23 % du PIB de la province, pour une consommation totale représentant près de 85 % de la richesse générée en cours d'année.

Avec une telle répartition du PIB, le Québec devance de nombreuses économies. Seules les trois provinces maritimes devancent nettement le Québec.

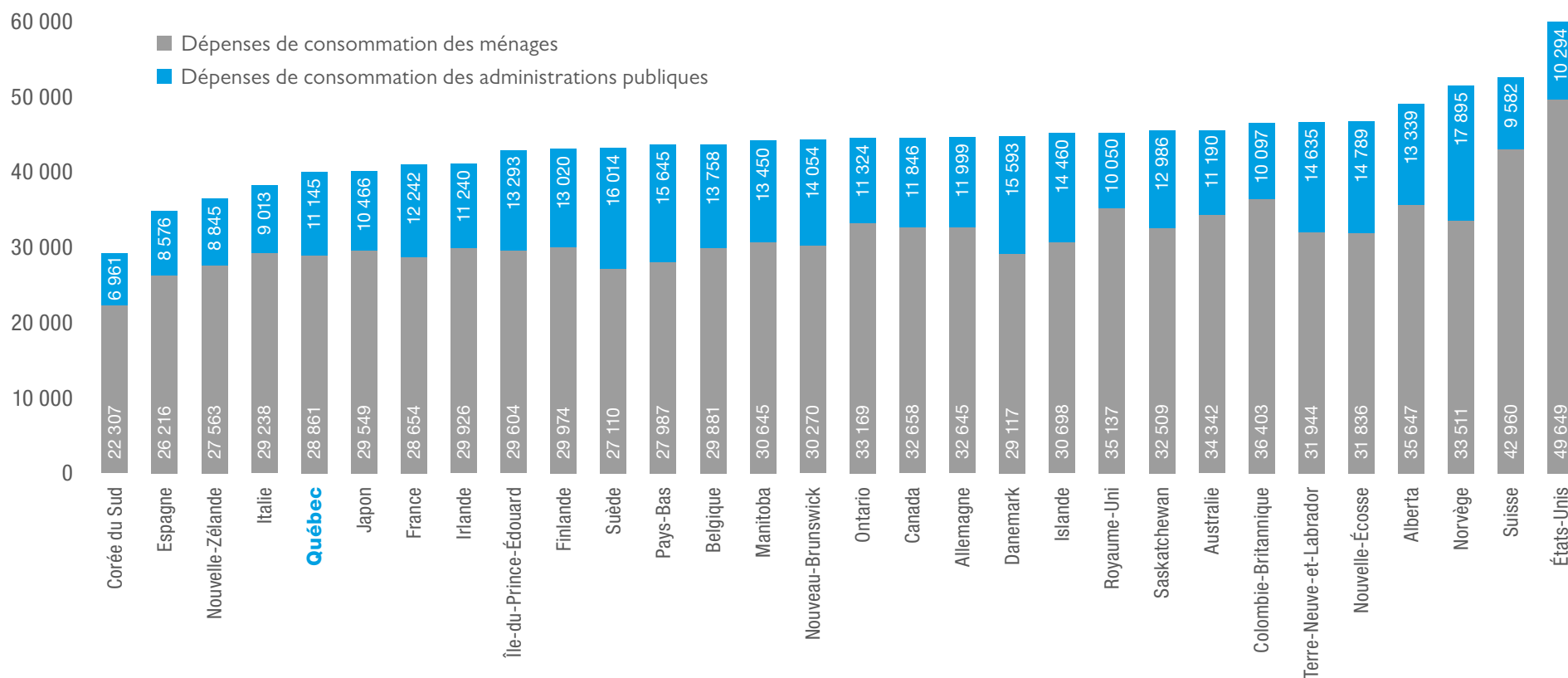
GRAPHIQUE 22
CONSOMMATION DES MÉNAGES ET DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES SELON L'APPROCHE DU PIB PAR LES DÉPENSES, 2016
En pourcentage du PIB



Dans la mesure où les ménages s'accaparent une part plus importante de la richesse générée, y a-t-il vraiment lieu de se préoccuper de la faiblesse relative du niveau de vie de la province? La réponse à cette question se trouve au graphique 23. Lorsqu'on mesure la valeur absolue des dépenses des ménages et des gouvernements – c'est-à-dire lorsqu'on évalue leur consommation respective en dollars, le Québec dégringole dans le classement. Seules la Corée du Sud, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Italie affichent une consommation inférieure à celle du Québec.

Loin d'être surprenant, ce résultat est une conséquence directe de la petite taille de l'économie du Québec. En somme, les ménages et les gouvernements s'accaparent une part plus importante d'une plus petite richesse, ce qui se traduit ultimement par une consommation plus faible lorsqu'on la mesure en dollars.

GRAPHIQUE 23
CONSUMPTION DES MÉNAGES ET DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES SELON L'APPROCHE DU PIB PAR LES DÉPENSES, 2016
PIB en dollars canadiens de 2016 par habitant à parité des pouvoirs d'achat



QU'EST-CE QUE LE PIB SELON L'APPROCHE DES DÉPENSES?

Le PIB selon l'approche des dépenses considère l'ensemble des transactions commerciales effectuées au Québec, soit l'ensemble des dépenses en biens et services effectuées par les particuliers et les gouvernements, ainsi que la formation brute de capital fixe, communément appelée investissement. Puisque le PIB mesure la richesse générée dans un territoire donné, on retire de ces dépenses la valeur des biens et services qui ont été importés, puisque la richesse a été produite à l'extérieur. Suivant la même logique, on ajoute la valeur des exportations puisque même si ces biens et services n'ont pas été consommés localement, la richesse qui leur est associée a été générée ici. On obtient donc le PIB selon l'équation suivante :

$$\begin{aligned} \text{PIB} = & \text{Consommation des ménages} \\ & + \text{Consommation des gouvernements} \\ & + \text{Investissements} \\ & + \text{Exportations nettes} \end{aligned}$$

ou

$$\text{PIB} = C + G + I + (X-M)$$

CARENCE EN INVESTISSEMENTS:

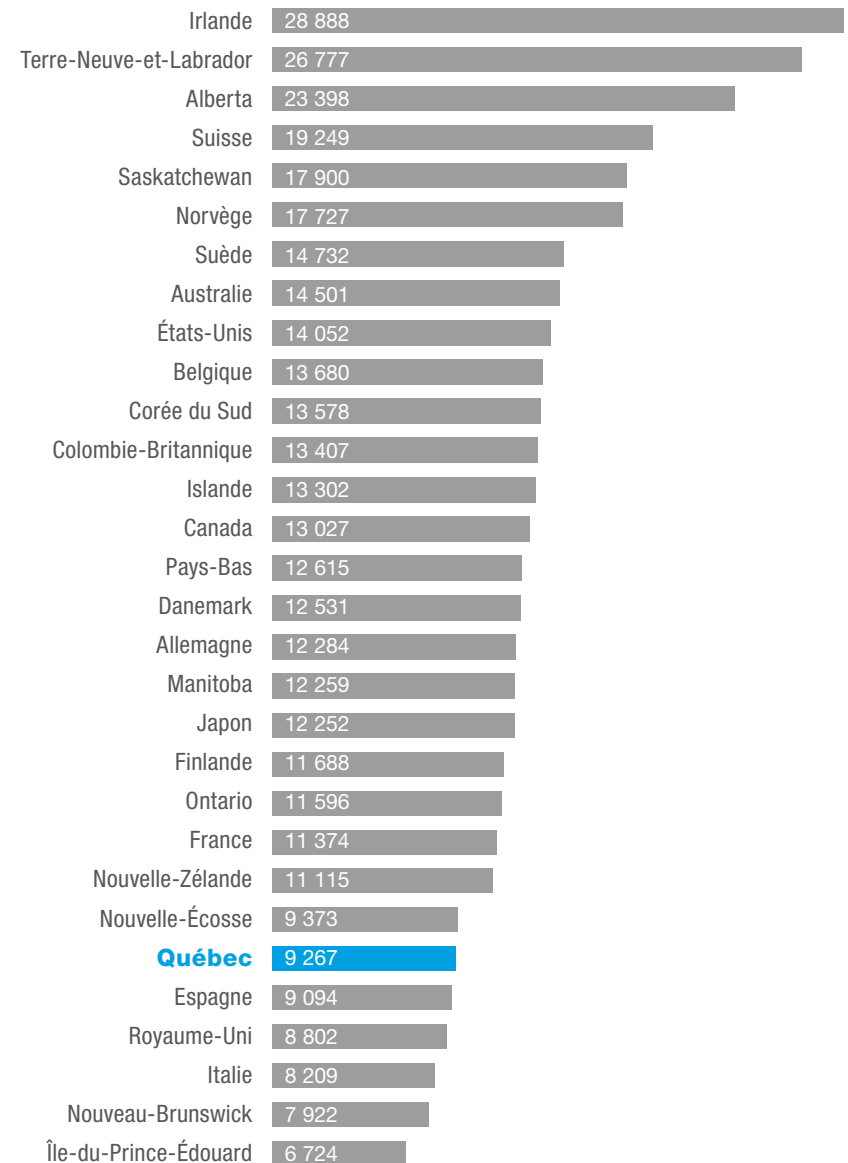
LE CERCLE VICIEUX DE LA PRODUCTIVITÉ QUÉBÉCOISE

Conséquence directe d'un niveau de vie plus faible qu'ailleurs, le Québec affiche l'un des plus faibles niveaux d'investissements per capita (Graphique 24). Avec des dépenses d'investissements chiffrées à 9 267 \$ par habitant en 2016, le Québec accuse un déficit de plus de 3 700 \$ par habitant sur la moyenne nationale.

Dans la mesure où l'investissement est un important rouage de la productivité, le déficit chronique du Québec en la matière alimente un dangereux cercle vicieux. En limitant la capacité de l'économie québécoise à générer des gains de productivité, la faiblesse relative de l'investissement au Québec ralentit la croissance économique. Sans une croissance économique soutenue, le Québec peine à stimuler adéquatement l'investissement, avec les conséquences qui s'ensuivent.

GRAPHIQUE 24
INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS SELON
L'APPROCHE DU PIB PAR LES DÉPENSES, 2016

PIB en dollars canadiens de 2016 par habitant à parité des pouvoirs d'achat



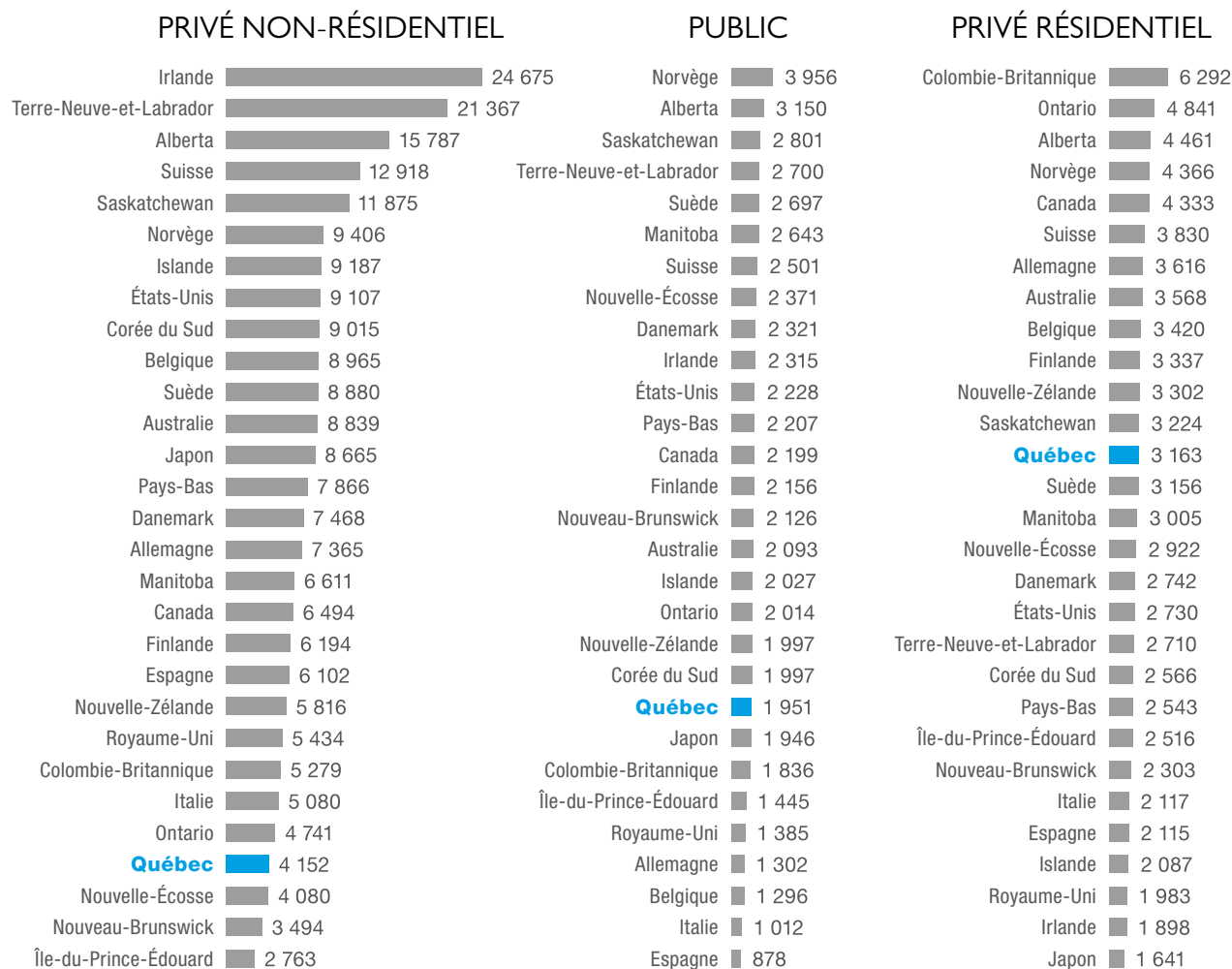
CARENCE EN INVESTISSEMENTS:

LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES N'INVESTISSENT PAS ASSEZ

En décomposant l'investissement selon sa provenance – public, privé non-résidentiel, privé résidentiel – on constate que le déficit chronique du Québec en matière d'investissements prend origine du côté des entreprises (Graphique 25).

- Avec des investissements privés non-résidentiels chiffrés à 4 152 \$ par habitant, le Québec est relégué en peloton de queue. Seules les provinces maritimes affichent un niveau d'investissements inférieur à celui du Québec. Notons que l'investissement privé non-résidentiel en Finlande est 1,5 fois plus élevé qu'au Québec et pourtant, la Finlande est loin de faire figure d'exception.
- Sans être exceptionnel, le niveau des investissements publics au Québec permet à la province de se comparer à bon nombre d'économies. Un écart d'à peine 746 \$ par habitant sépare le Québec de la Suède, qui affiche pourtant le cinquième plus haut niveau d'investissements publics parmi les 30 économies retenues.
- Le Québec se compare avantageusement en matière d'investissements privés résidentiels. Cela dit, les retombées de cette forme d'investissements en matière de croissance économique sont limitées.

GRAPHIQUE 25
RÉPARTITION DE L'INVESTISSEMENT
SELON LA SOURCE
PIB en dollars canadiens de 2016
par habitant à parité des pouvoirs d'achat





Section 5

NIVEAU DE VIE ET POUVOIR D'ACHAT:

La faiblesse relative du niveau de vie
au Québec limiterait-elle le pouvoir
d'achat des Québécois?



NIVEAU DE VIE

UN RETARD QUI PÈSE LOURD SUR LES MÉNAGES QUÉBÉCOIS

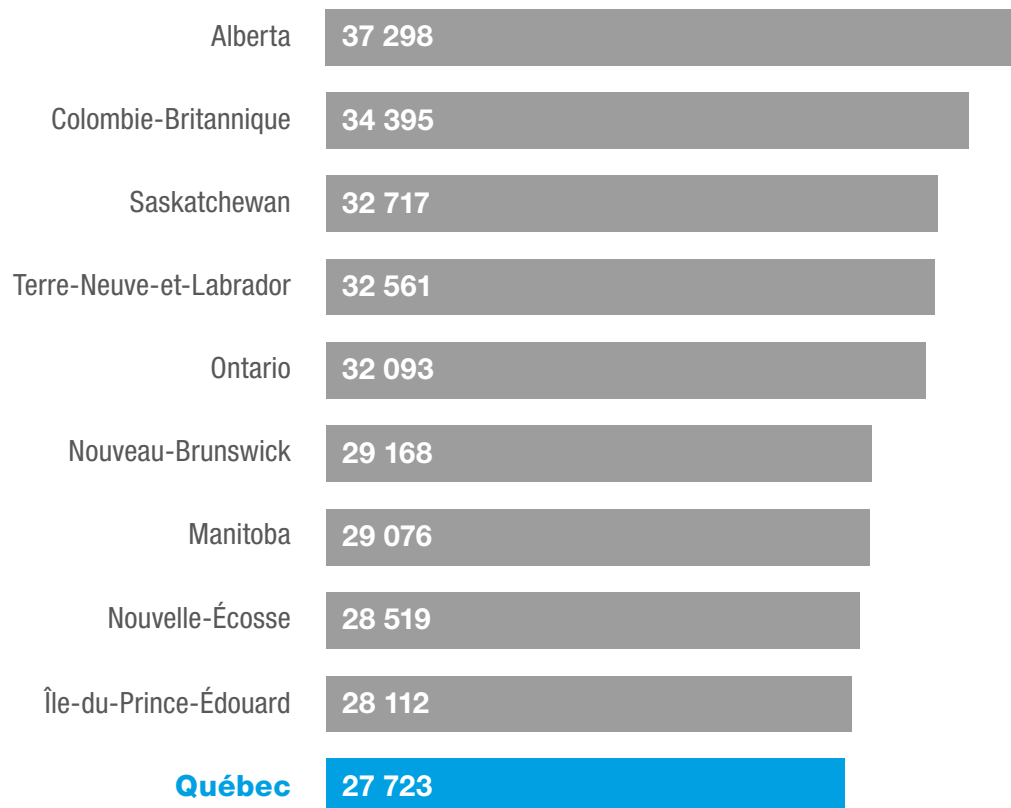
Que ce soit par le biais de la taille de l'État ou par l'entremise d'une plus faible consommation, les ménages québécois sont les premiers concernés par la faiblesse relative du niveau de vie de la province.

Lorsqu'une économie génère moins de richesse par habitant comparativement à d'autres, les gouvernements en place disposent de moins de ressources pour financer leurs dépenses et lutter contre les inégalités. Ils doivent alors avoir recours à une fiscalité plus importante s'ils souhaitent financer un même niveau de dépenses par habitant, ou alors ils doivent dépenser moins. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les citoyens qui en font les frais, en payant davantage d'impôts et de taxes ou en recevant des services publics de moindre qualité ou en moins grande quantité. À long terme, une faible croissance économique tendra par ailleurs à réduire la croissance des salaires ce qui entravera invariablement la capacité des ménages à dépenser.

Ces conséquences sont particulièrement visibles lorsqu'on compare le revenu disponible des Québécois à celui des habitants des autres provinces (Graphique 26), c'est-à-dire lorsqu'on compare le revenu moyen net d'impôt à la disposition des ménages pour consommer et épargner. Le cas échéant, on constate que le Québec est l'enfant pauvre du Canada. Avec un revenu disponible moyen de 27 723 \$ par habitant, les Québécois disposent en moyenne de 4 370 \$ de moins que les résidents de l'Ontario pour consommer et épargner.

GRAPHIQUE 26

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT, 2016
En dollars canadiens de 2016



LE COÛT DE LA VIE

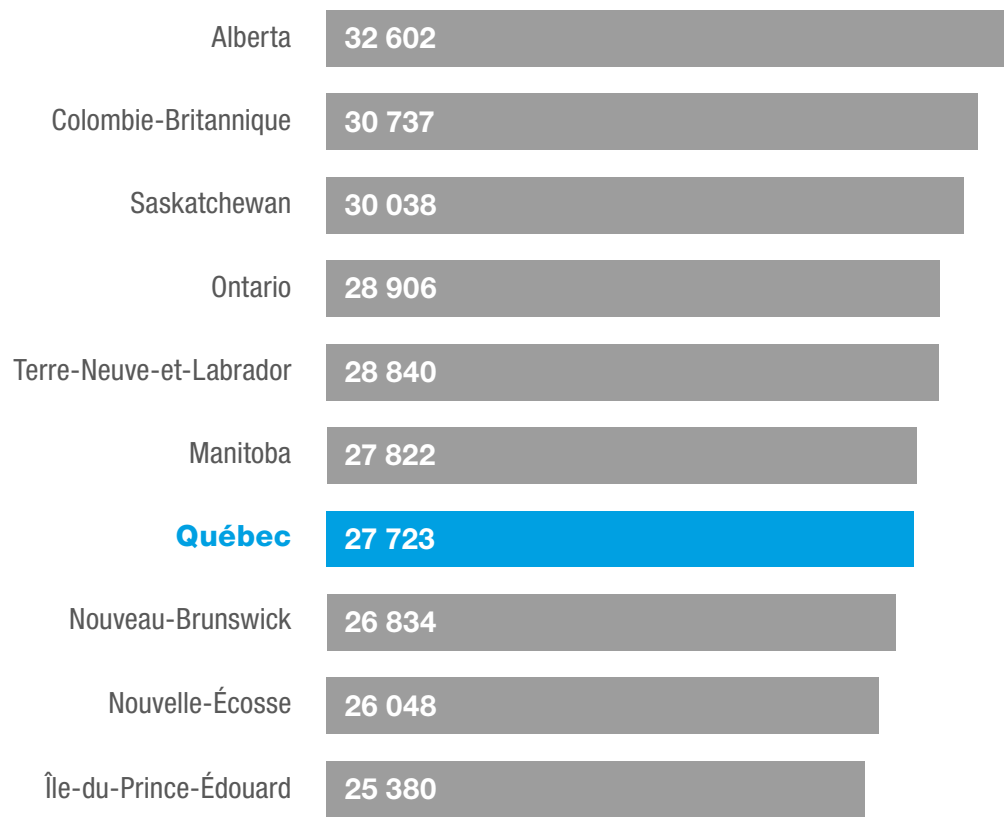
AVANTAGE-T-IL LES QUÉBÉCOIS?

À ce point-ci, on pourrait être tenté d'expliquer la mauvaise performance du Québec en matière de revenu disponible en invoquant un coût de la vie plus faible. Le cas échéant, chaque dollar de revenu disponible permettrait aux Québécois d'acheter davantage de biens et de services qu'ailleurs au Canada de sorte qu'à terme, le pouvoir d'achat des Québécois pourrait être plus important en dépit d'un revenu disponible plus faible qu'ailleurs.

Bien qu'aucun indicateur n'évalue précisément le coût de la vie dans chaque province, on peut estimer ces écarts à partir de la mesure du panier de consommation, un indicateur destiné à l'origine à définir le seuil de faible revenu dans chaque province (voir page suivante pour plus de détails). On constate alors que le coût de la vie serait effectivement plus faible au Québec. En moyenne, le coût de la vie dans les autres provinces aurait été de 5 % à 14 % plus élevé qu'au Québec en 2016, du moins chez les ménages à faible revenu. Autrement dit, le coût de la vie serait effectivement plus faible au Québec.

Résultat : le Québec passe devant les provinces maritimes, et l'écart avec les autres provinces se resserre lorsqu'on ajuste les revenus disponibles provinciaux en fonction du coût de la vie de chaque province (Graphique 27). Désormais, un écart à peine supérieur à 1 000 \$ par habitant sépare le revenu disponible du Québec de celui de l'Ontario, un écart quatre fois moins important que celui observé avant l'ajustement.

GRAPHIQUE 27
REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT
AVEC AJUSTEMENT DU COÛT DE LA VIE, 2016
En dollars canadiens de 2016



QU'EST-CE QUE LA « MESURE DU PANIER DE CONSOMMATION » ?

La mesure du panier de consommation (MPC) de Statistique Canada mesure le coût d'un panier de consommation représentant un style de vie modeste pour une famille composée de deux adultes âgés de 25 à 49 ans et de deux enfants âgés de 9 à 13 ans. Le panier est représentatif de la consommation de ce type de famille.

Les composantes du panier de biens et services se déclinent en cinq catégories, soit : la nourriture, les vêtements, le transport, le logement et les autres dépenses telles le matériel et les fournitures informatiques. La MPC donne le montant moyen déboursé annuellement par ce type de famille pour se procurer les biens et les services contenus dans ces catégories.

Plus précisément, la catégorie nourriture évalue le coût d'une épicerie représentative d'une famille de quatre personnes selon le Panier de provisions nutritif 2008, le tout ramené sur une base annuelle. On y trouve les quantités de produits laitiers, d'œufs, de viandes, de volailles, de poissons, de substituts de viande (arachides, haricots, etc.), de produits céréaliers, de fruits, de légumes et de matières grasses (beurre, margarine, vinaigrette, etc.) qu'une famille de quatre personnes doit normalement consommer en une semaine pour jouir d'un style de vie modeste. Ceci représente plus de 67 articles.

La catégorie Vêtements prend en considération le coût de plus de 100 articles et la fréquence à laquelle on les remplace. On y trouve les vêtements nécessaires annuellement pour tous les membres de cette famille type : chaussures de sport, chaussures de ville, bottes d'hiver, bottes de pluie, sandales, sous-vêtements, vêtements pour toutes les saisons (jeans, pantalons, vestes, shorts, chemises, jupes, t-shirts, chandails, etc.), pyjamas, maillots de bain, manteaux et articles de saison, imperméables, ceintures, montres, portefeuilles, sacs à main, etc.

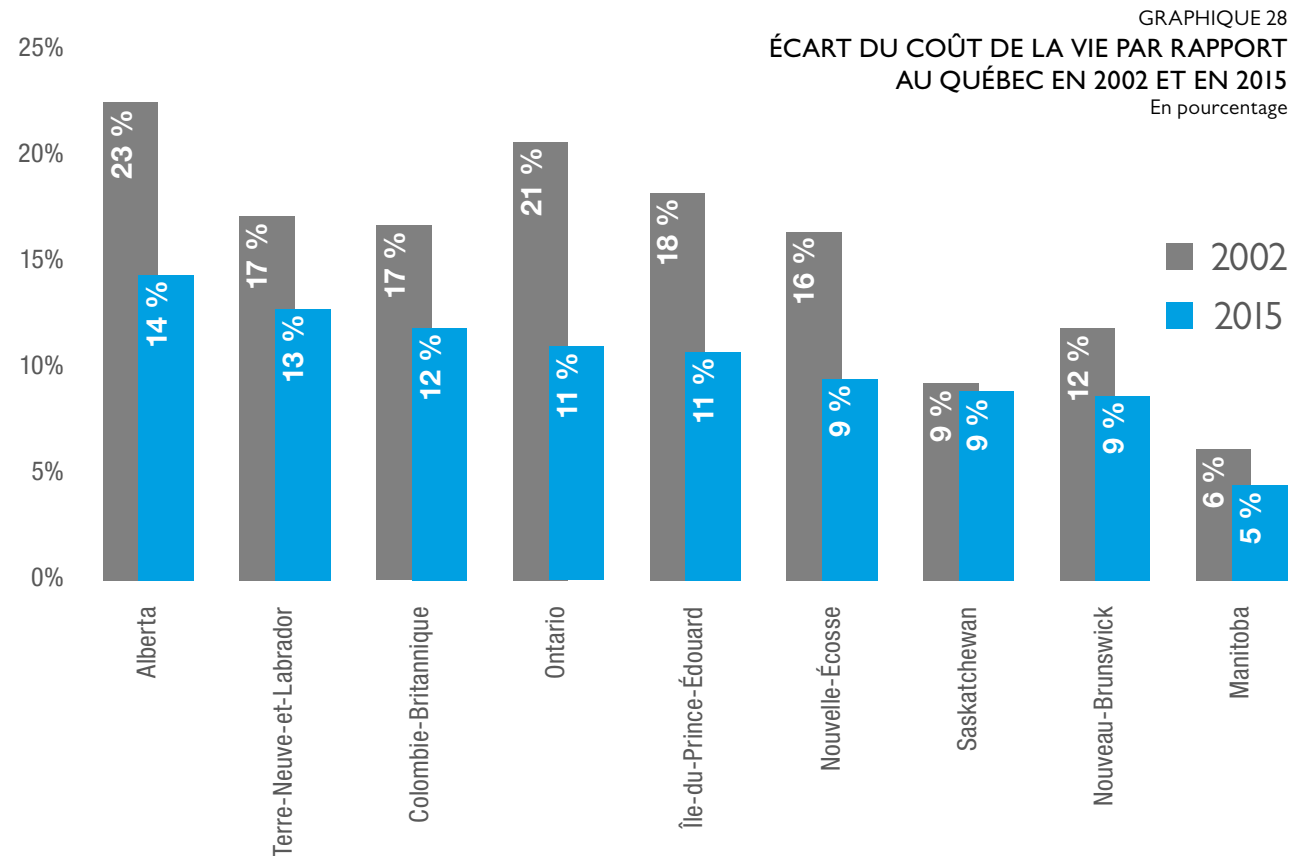
La MPC comprend également le coût d'un logement de deux ou trois chambres, y compris les frais afférents (électricité, chauffage, eau, électroménagers, etc.), les frais de transport en commun (deux abonnements mensuels pour adultes, un abonnement mensuel étudiant et 12 courses allers et retours en taxi) si la famille réside dans une région desservie par les transports en commun ou les frais d'utilisation d'un véhicule automobile modeste (le coût annuel du véhicule, plus les frais d'intérêt, les frais pour deux permis de conduire et pour l'immatriculation, les frais d'assurance obligatoire, les coûts d'entretien et la consommation d'essence), ainsi que le coût des autres biens et services considérés comme nécessaires selon les normes sociales. Cette dernière catégorie englobe les téléphones, les services téléphoniques et d'accès à Internet, les produits nettoyants, les meubles, les appareils électriques comme un four micro-ondes et un climatiseur, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les articles de sport, les jeux et les jouets, les activités culturelles comme les sorties au cinéma, au musée, au spectacle et dans un amphithéâtre sportif, le matériel scolaire et de lecture, les frais bancaires, les dons, le matériel de sécurité, etc.

Le coût de ce panier de consommation est calculé pour 49 régions à travers le Canada. On peut l'évaluer à l'échelle provinciale selon la répartition géographique de la population. Ainsi, la MPC provinciale que nous calculons permet de prendre en considération les différences de prix qui existent entre les diverses régions d'une même province, le tout pondéré en fonction de la population qui réside dans ces régions.

COÛT DE LA VIE: UN AVANTAGE QUI TEND À DISPARAÎTRE

Si l'ajustement du coût de la vie atténue les écarts observés au chapitre du revenu disponible, on doit être conscient que l'avantage détenu par le Québec était nettement plus important au début des années 2000 (Graphique 28).

- En 2002, le coût de la vie était 21 % plus élevé en Ontario qu'au Québec alors qu'actuellement, un écart à peine supérieur à 10 % sépare les deux provinces. Autrement dit, l'avantage détenu par le Québec a pratiquement fondu de moitié en moins de 15 ans.
- Règle générale, l'avantage détenu par le Québec en matière de coût de la vie s'est effrité depuis 2002. Si la tendance se maintient, le coût de la vie au Québec sera bientôt similaire à celui de plusieurs provinces.

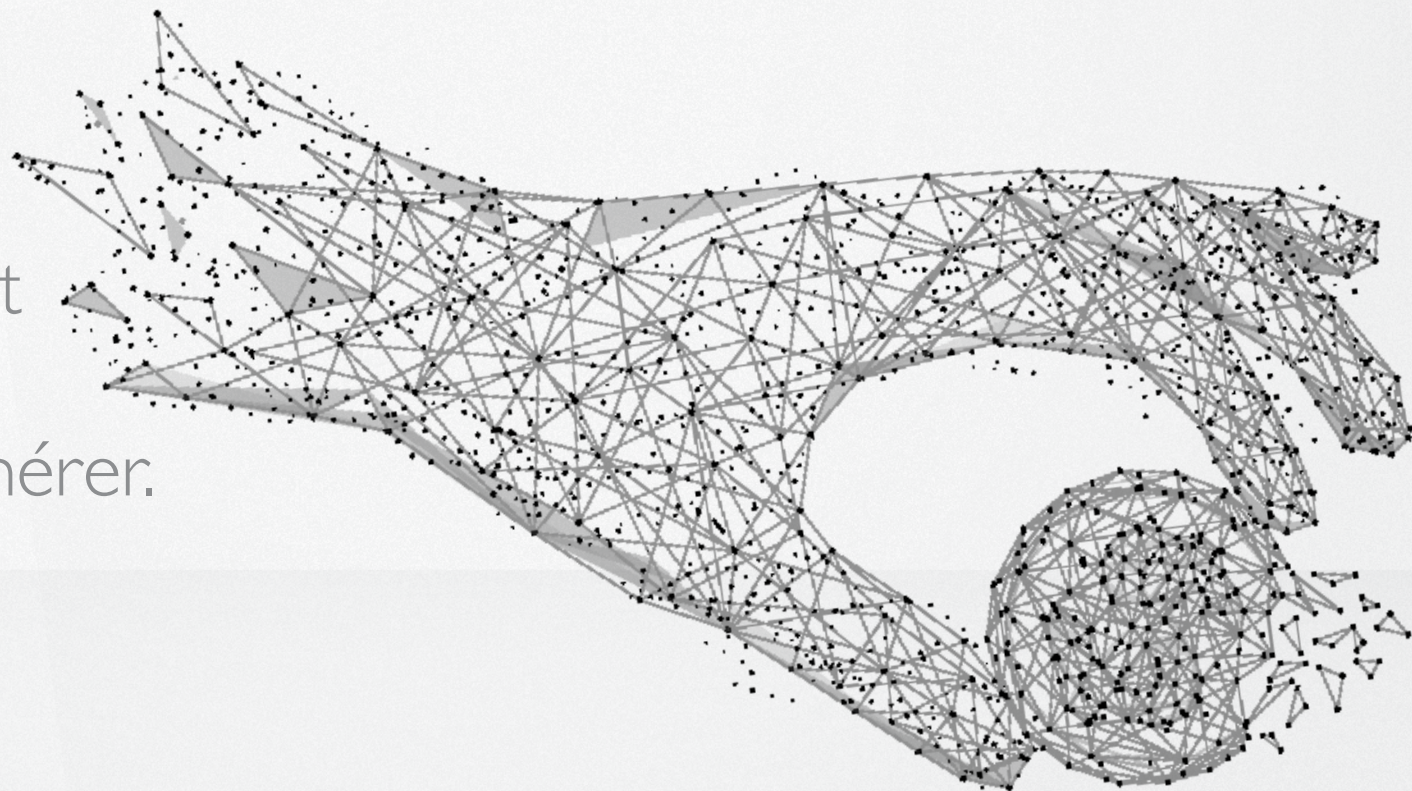




Section 6

LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA REDISTRIBUTION DU REVENU

Pour pouvoir redistribuer de la richesse, il faut d'abord être en mesure d'en générer.



LA REDISTRIBUTION DU REVENU AU CANADA

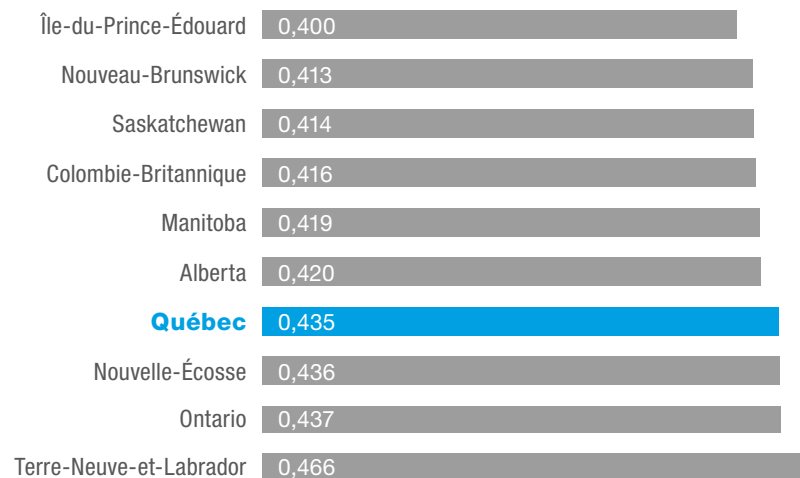
En percevant taxes et impôts auprès des particuliers et des entreprises, le gouvernement cherche non seulement à financer les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, et à promouvoir le développement économique de la province, mais il assume également une importante mission, celle de redistribuer plus équitablement le revenu. Et à ce chapitre, l'État québécois atteint son objectif (Graphique 29).

À la base, le Québec n'est pas la province où la distribution du revenu est la plus égalitaire. Lorsqu'on compare les coefficients de Gini provinciaux avant impôts et transferts - c'est-à-dire lorsqu'on mesure les inégalités dans la distribution des revenus avant que le gouvernement n'assure sa mission de redistribution - on constate que les inégalités sont plus importantes au Québec qu'elles ne le sont dans une majorité de provinces. Avec un coefficient de Gini de 0,435 avant impôt et transfert, le Québec se positionne dans le tiers inférieur du classement, pratiquement à parité avec la Nouvelle-Écosse et l'Ontario.

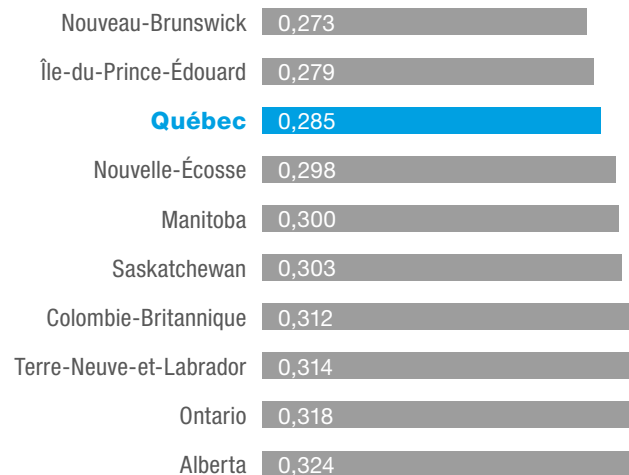
En revanche, les inégalités dans la distribution du revenu au Québec diminuent considérablement une fois que le gouvernement a assuré son rôle de redistribution. Avec un coefficient de Gini de 0,285 après impôts et transferts, le Québec se hisse en peloton de tête, la province n'étant devancée que par le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard. C'est donc dire que l'intervention du gouvernement réduit considérablement les inégalités de revenu au Québec puisqu'avant qu'il n'intervienne, la position de la province était loin d'être enviable. L'Ontario demeure pour sa part en peloton de queue, tout juste devant l'Alberta, qui affichait un coefficient de Gini inférieur à celui du Québec avant impôts et transferts.

GRAPHIQUE 29
COEFFICIENT DE GINI, AVANT ET
APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS, 2015

Gini avant impôts et transferts



Gini après impôts et transferts



COMMENT INTERPRÉTER LE COEFFICIENT DE GINI :

Le coefficient de Gini mesure les inégalités dans la distribution des revenus d'une société:

- Un coefficient de 1 signifie qu'un seul ménage s'accapare toute la richesse.
- Un coefficient de 0 signifie que tous les ménages ont le même revenu.

Conséquemment, plus le Gini s'approche de 1 et plus la redistribution des revenus est inégale. Inversement, plus le Gini s'approche de 0 et plus la redistribution des revenus est égale.

REDISTRIBUTION DE REVENU: VOIR AU-DELÀ DU COEFFICIENT DE GINI

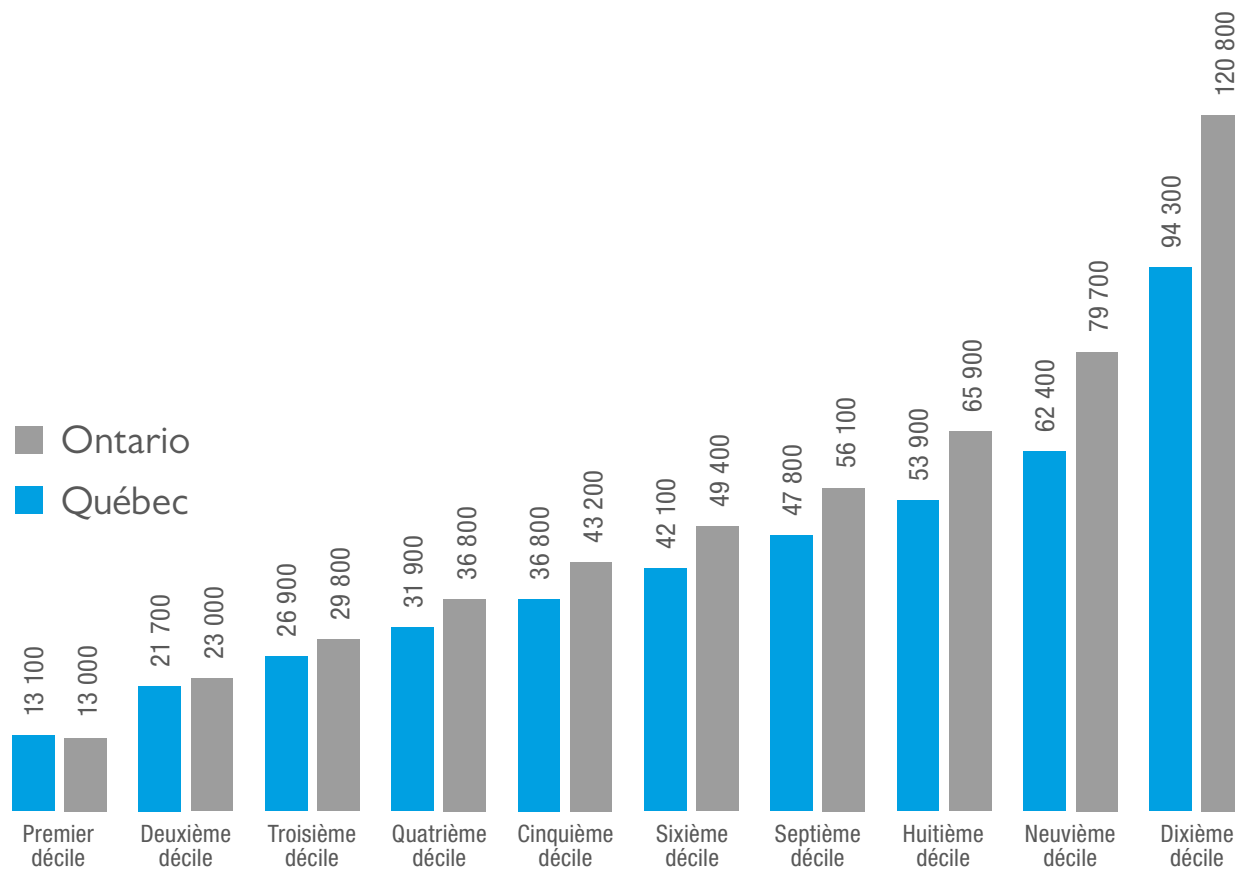
Particulièrement utile pour évaluer en un coup d'œil l'état des inégalités de revenus dans plusieurs économies, le coefficient de Gini tend à masquer les véritables raisons pour lesquelles la distribution des revenus est plus ou moins inégale. Par exemple, lorsqu'on compare le coefficient de Gini du Québec à celui de l'Ontario après impôts et transferts, on conclut que la distribution des revenus au Québec est mieux équilibrée. Pourtant, le portrait est plus nuancé lorsqu'on évalue en détail la distribution du revenu dans ces deux provinces.

En évaluant le revenu disponible moyen par déciles (Graphique 30), on constate que seuls les ménages du premier décile – soit la tranche de la population la moins fortunée – ont des revenus légèrement supérieurs à ceux de l'Ontario. À mesure que l'on progresse dans les neuf autres déciles, l'écart de revenu disponible tourne à l'avantage de l'Ontario et est de plus en plus important.

Bref, les inégalités sont peut-être plus faibles au Québec, mais dans les faits, 90 % des ménages ontariens ont des revenus supérieurs à leur équivalent au Québec.

Faute d'une prospérité économique adéquate, la vaste majorité des ménages québécois dispose de moins d'argent pour consommer et épargner, une réalité qui échappe au contrôle du gouvernement dans sa mission de redistribution.

GRAPHIQUE 30
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES
MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS, 2015
En dollars constants de 2015



ET SI ON AJUSTAIT LA DISTRIBUTION DU REVENU POUR TENIR COMPTE DU COÛT DE LA VIE?

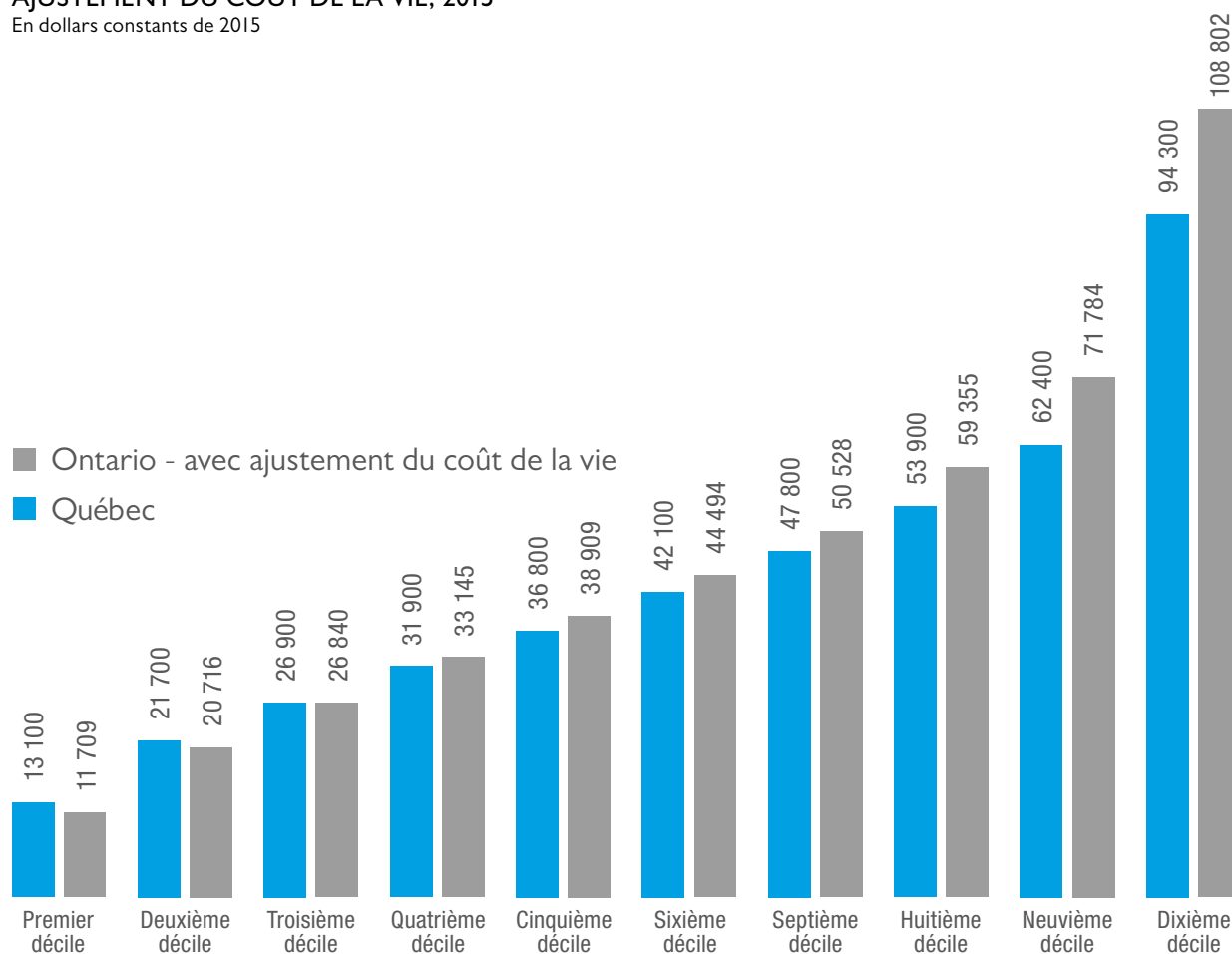
Dans la mesure où l'on sait que le coût de la vie est moins élevé au Québec qu'il ne l'est en Ontario, une question paraît inévitable: les écarts de revenu disponible par déciles seraient-ils moins importants si on corrigeait la distribution du revenu en Ontario pour tenir compte du coût de la vie?

En procédant à cet ajustement, l'avantage détenu par l'Ontario en termes de revenu disponible s'amenuise (Graphique 31) :

- Le revenu disponible des ménages appartenant aux deux premiers déciles de la distribution sont désormais plus élevés au Québec, et les ménages du troisième décile sont à parité. Avant ajustement, seuls les ménages québécois du premier décile affichaient un revenu disponible supérieur à celui de leur homologue ontarien.
- Dans les autres déciles, les écarts se resserrent. Dorénavant, un écart d'environ 15 % sépare le revenu disponible des ménages ontariens les plus fortunés de leurs homologues du Québec. Avant ajustement du coût de la vie, cet écart était de 30 %.

Si l'ajustement du coût de la vie avantage le Québec, il demeure que le pouvoir d'achat d'une vaste majorité de Québécois demeure inférieur à celui des Ontariens.

GRAPHIQUE 31
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES
MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS ET
AJUSTEMENT DU COÛT DE LA VIE, 2015
En dollars constants de 2015

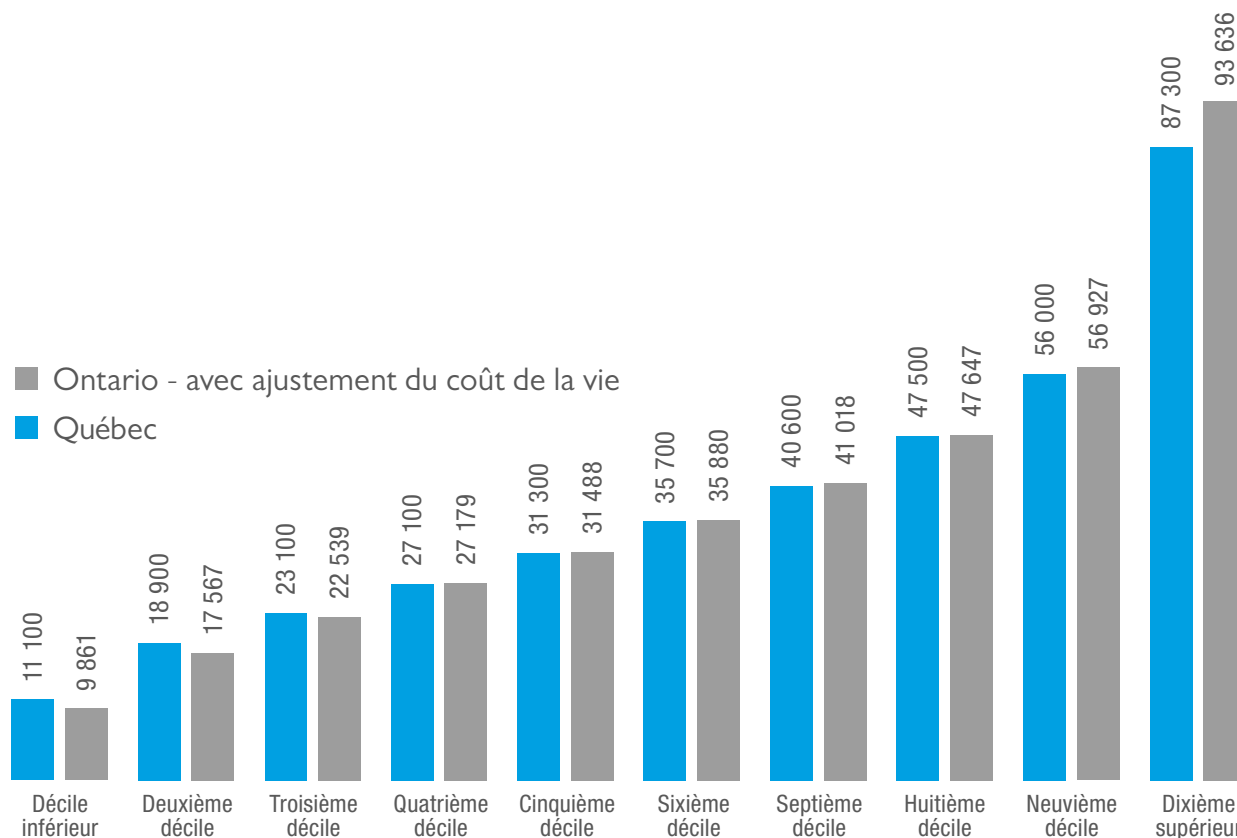


CONVERGENCE DU COÛT DE LA VIE: UN IMPACT CONSIDÉRABLE SUR LE POUVOIR D'ACHAT DES QUÉBÉCOIS

Si l'ajustement du coût de la vie n'améliore que sommairement le revenu disponible des Québécois en 2015, la situation était fort différente au début des années 2000.

En ajustant la distribution du revenu en 2002 pour tenir compte des écarts de coût de la vie qui prévalaient à cette époque (Graphique 32), on constate que la faiblesse relative du coût de la vie au Québec procurait un avantage de taille aux ménages québécois. En moyenne, 80 % des ménages québécois affichaient un revenu similaire à celui des ménages ontariens, sinon supérieur dans le cas des premiers déciles. Seuls les ménages ontariens les plus riches se démarquaient significativement de leurs homologues du Québec en 2002.

Lorsqu'on compare ces données à celles de 2015, on comprend que la convergence du coût de la vie au Canada a durement entravé le pouvoir d'achat des Québécois.

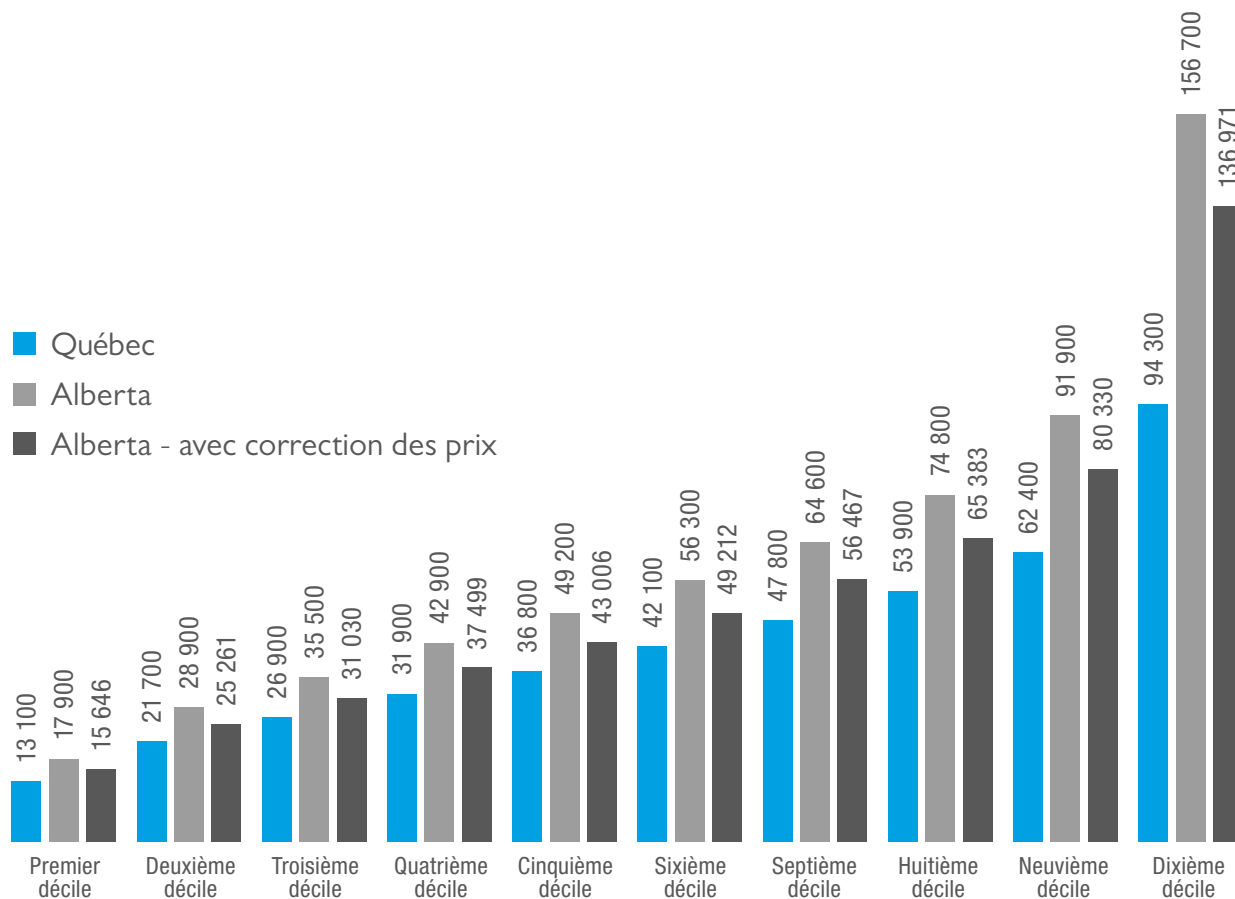


GRAPHIQUE 32
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES
MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS ET
AJUSTEMENT DU COÛT DE LA VIE, 2002
En dollars constants de 2015

LE CAS DE L'ALBERTA

Les constats sont encore plus frappants lorsqu'on compare la distribution du revenu au Québec à celle de l'Alberta (Graphique 33). Même en ajustant cette distribution pour tenir compte du coût de la vie, les ménages albertains disposent systématiquement de revenus supérieurs à ceux des Québécois. En dépit d'inégalités de revenus plus importantes, les Albertains les plus pauvres disposent donc de revenus plus élevés qu'au Québec. En 2015, les ménages albertains du premier décile disposaient de 2 546 \$ de plus pour consommer et épargner et ce même en considérant le fait que le coût de la vie est plus élevé en Alberta.

GRAPHIQUE 33
DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES
MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS ET
AJUSTEMENT DU COÛT DE LA VIE, 2015
En dollars constants de 2015



SOURCES

GRAPHIQUE 1

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 2

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 3

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 4

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

TABLEAU 1

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

GRAPHIQUE 5

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 6

Canada et Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 7

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 8

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 9

Provinces canadiennes

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

GRAPHIQUE 10

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 11

Provinces canadiennes

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

États-Unis

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Pays membres de l'OCDE

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

GRAPHIQUE 12

Provinces canadiennes

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Pays membres de l'OCDE

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 13

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Finlande

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.StatExtracts (section productivité)

Emploi: OECD.StatExtracts (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:
OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 14

Québec

Valeur ajoutée nominale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Exportations aux autres pays:
Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Taux de change: OECD.StatExtracts (section PPA et taux de change)

GRAPHIQUE 15

Québec

Valeur ajoutée réelle: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Italie, Royaume-Uni, France, États-Unis, Allemagne et Japon

Valeur ajoutée réelle:
United Nations, National Accounts Main Aggregates Database

GRAPHIQUE 16

Québec

Valeur ajoutée réelle: Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0030 et compilation spéciale

Taux de change: OECD.StatExtracts (section PPA et taux de change)

GRAPHIQUE 17

Québec

Valeur ajoutée nominale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Italie, Royaume-Uni, France, États-Unis, Allemagne et Japon

Valeur ajoutée nominale:
OECD.StatExtracts (section STAN Analyse industrielle)

GRAPHIQUE 18

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Taux de change: OECD.StatExtracts (section PPA et taux de change)

Rémunération des salariés:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0037

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB \$ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Rémunération des salariés:

OECD.StatExtracts (Section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 19

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Exportations: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038 et Industrie Canada, Données sur le commerce en direct

GRAPHIQUE 20

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Suède et Finlande

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 21

Québec

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB \$ enchaînés de 2007:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Exportations aux autres pays:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Suède et Finlande

PIB nominal: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

PIB \$ enchaînés de 2010:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Exportations: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 22

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 23

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 24

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 25

Provinces canadiennes

PIB selon l'approche des dépenses:

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Pays membres de l'OCDE

PIB selon l'approche des dépenses:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.StatExtracts (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat:

OECD.StatExtracts (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 26

Provinces canadiennes

Revenu disponibles des ménages :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 27

Provinces canadiennes

Revenu disponibles des ménages :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016

GRAPHIQUE 28

Provinces canadiennes

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016

GRAPHIQUE 29

Provinces canadiennes

Coefficient de Gini, revenu disponible après impôts et transferts :

Statistique Canada, CANSIM 206-0033

Coefficient de Gini, revenu de marché avant impôts et transferts :

Statistique Canada, CANSIM 206-0033

GRAPHIQUE 30

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile

de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 31

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile
de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016

GRAPHIQUE 32

Québec et Ontario

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile
de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016

GRAPHIQUE 33

Québec et Alberta

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile
de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) :

Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population :

Statistique Canada, Recensement 2016